



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 21 JANVIER 2019
GEMEENTERAAD VAN 21 JANUARI 2019

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Stéphane Roberti, *Echevin-Président/Schepen-Voorzitter* ;
Séverine De Laveye, *Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter* ;
Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père,
Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia
Angeli, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre,
Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Anne Noémie Rakovsky,
Catherine Suzanne Jacqueline Beauthier, Nabil Boukili, Fatima Abbach, Caroline Dupont,
Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Frank Paul Billiet, Mustapha Al Masude, Samir
Ahrouch, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, Michael Francis Van Vlasselaer, *Conseillers
communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Betty Moens, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Ouverture de la séance à 19:40
Opening van de zitting om 19:40

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Monsieur Loewenstein est désigné par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.

De heer Loewenstein wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

ORGANISATION - ORGANISATIE

Secrétariat - Secretariaat

1 Interpellation du public: IPPJ (Complémentaire)

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Interpellatie van het publiek: IPPJ. (Aanvullend)

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Les interpellants :

- **S'interrogent sur le respect des zones vertes et les interdictions de bâtir.**

Pourquoi privatiser un parc qui créerait une discontinuité de l'axe Bruxelles-Midi/Stalle et apporterait préjudice au projet de la mobilité douce.

- **Le projet se situe en zone inondable et créerait un impact sur la zone urbaine en aval.**
- **Demandent pourquoi ne pas placer une école à la place d'une IPPJ et pourquoi ne pas présenter le développement du réseau scolaire vu l'augmentation de la démographie du quartier. Cet emplacement serait un site idéal pour l'implantation d'une crèche ou d'une école vu sa facilité d'accès et des transports en commun.**

De nombreux riverains sont d'accord avec cette idée.

Pourquoi pas implanter une IPPJ fermé pour rassurer les habitants ?

- **Disent qu'au point de vue urbanisme, le rehaussement d'un étage du bâtiment serait discutable au niveau esthétique pour le quartier.**

Monsieur Roberti remercie les intervenants :

- **Il explique que ce projet lui tient à cœur, tout en insistant sur le fait que dans ce projet, la commune peut juste donner un avis au niveau urbanistique ; que le parc est privatisé et est propriété de la communauté Française qui a introduit le permis urbanistique ;**
- **En ce qui concerne l'IPPJ ouverte et la question de la sécurité, la Commune n'a pas à donner son accord – une IPPJ ouverte permet aux jeunes de se rendre à l'école (par exemple), contrôlé par des éducateurs. Il y aura presque 1 éducateur par jeune. Les jeunes placés en IPPJ ne sont pas forcément des délinquants mais souvent des jeunes qui ont des problèmes chez eux.**
- **Il dit qu'il faut attendre la Commission du 29/01/2019.**

Monsieur Spapens prend la parole :

- **En ce qui concerne l'IPPJ, il faudra réserver un passage à l'arrière du terrain.**

Monsieur Loewenstein :

- **Répète qu'il y a déjà eu une interpellation au Conseil Communal.**
- **Remarque que l'enquête publique a eu lieu pendant les vacances d'Hiver.**
- **Ce projet inquiète les riverains par manque d'infos .**
- **Lors de la commission de concertation de la semaine prochaine, il faudra répondre aux 118 réclamations.**
- **Attire l'attention sur la problématique du stationnement et la réduction des espaces verts.**
- **Estime que ce projet devra être expliqué au mieux. Il faudra travailler en collaboration étroite avec les habitants.**

- Pourquoi ne pas créer un numéro de téléphone pour répondre aux questionnements des habitants ?
- Dit qu'il faudra trouver la solution pour que le quartier s'adapte à la structure.

Monsieur Cédric-Pierre - De Permentier :

- Partage l'avis de ses collègues ;
- Insiste aussi sur le manque d'information ;
- Regrette que l'enquête publique a eu lieu pendant les vacances ;
- Fait part de ses inquiétudes concernant l'accompagnement de ces jeunes :
- Les occupants de l'IPPJ ne seraient pas nécessairement des Forestois/Bruxellois
- Remarque aussi qu'il y a un manque de places dans les crèches et les écoles.
- Pourquoi pas y implanter une structure scolaire ou d'accueil ?
- Propose une consultation populaire.

Monsieur Hacken ;

- Souligne le manque de transparence, d'infos,...
- Dit que lors d'une réunion informative on a présenté un projet mais que le projet actuel est bien plus grand.
- Demande quel était l'avis de la commune avant la commission .
- Insiste sur le fait que le projet se trouve en zone inondable .
- Demande quel impact cela aura sur le parc des deux rives ? .
- Veut connaître l'avis de la Commune ?

Madame Huytebroeck :

-Remarque que c'est un débat sur 3 files :

- Le bâtiment appartient à la Communauté française ;
- L'avis de la commune est demandé ;
- L'autorisation de la Région est requise.

-Convient qu'il y a un manque d'informations et que certaines fausses informations ont circulé lors de la campagne électorale.

-Explique qu'il y a une différence entre les institutions fermés et ouvertes.

-Suggère d'organiser une visite d'une IPPJ ouverte ;

-Souhaite des discussions avec les habitants.

-Explique que les jeunes seront bien entourés ;

-Dit qu'il faut tenir compte de l'aspect urbanistique et pédagogique.

-Dit qu'il faut être attentif au maintien du patrimoine, des espaces verts, des espaces sportifs et de

la surface de l'eau.

- Dît qu'il faut œuvrer pour une commune sans peur.

Monsieur Stokkink ;

-Revient sur la crainte des citoyens :

-Remarque que ce projet a été mis sur la table il y a 2 ans.

-Demande que des réponses justes soient donnés aux questions.

-Signale que les jeunes ne sont pas nécessairement des délinquants.

Madame Koplowicz ;

- N'est pas favorable quant à l'enfermement des enfants mais soutient le projet d'une IPPJ ouverte qui permet l'insertion aux jeunes.

Madame Goldberg ;

Soulève 2 points :

- La commune ne peut pas s'opposer au projet, mais jusqu'à quel point la commune peut imposer au point de vue urbanistique ?
- Il s'agit d'un projet novateur, il faut insister sur l'encadrement, la surveillance, par exemple par caméra.

Elle demande si les jeunes peuvent sortir seuls de l'établissement ?

Monsieur Roberti ;

- Rappelle qu'il s'agit d'un projet de la Communauté Française et que notre marche de manœuvre est inexistante.
- Notre travail au niveau urbanistique est en ordre et légal. Il est en adéquation avec la DPG.
- Au sujet de la transparence, le collège a la volonté d'être le plus transparent possible. La commune fait tout ce qui est possible pour rassurer les citoyens.
- Il dit que nous ne disposons pas de clarté sur le projet pédagogique.
- Il propose d'inviter la Communauté Française à une prochaine réunion.
- Dît qu'il faut attendre la commission du 29.

De interpellanten:

- Stellen zich vragen over de naleving van de groene zones en het bouwverbod.

Waarom een park privatiseren wat zou leiden tot discontinuïteit van de as Brussel-Zuid/Stalle en het project van de zachte mobiliteit zou ondermijnen.

- **Het project ligt in een overstromingsgebied en er zou een impact ontstaan op het lager gelegen stedelijk gebied.**
- **Vragen waarom geen school te vestigen in plaats van een IPPJ (Overheidsinstelling voor Jeugdbescherming) en waarom niet de ontwikkeling van het scholennetwerk voor te stellen gezien de stijging van de bevolking in de wijk. Deze plaats zou een ideale site vormen voor de vestiging van een kinderdagverblijf of van een school gezien de goede bereikbaarheid en openbaar vervoer.**

Vele buurtbewoners gaan akkoord met dit idee.

Waarom geen gesloten IPPJ vestigen om de bewoners gerust te stellen?

- **Zeggen dat vanuit een stedenbouwkundig standpunt de verhoging met een verdieping van het gebouw op esthetisch gebied bespreekbaar zou zijn voor de wijk.**

De heer Roberti dankt de interveniënten:

- **Hij legt uit dat dit project hem nauw aan het hart ligt, waarbij hij de nadruk legt op het feit dat in dit project de gemeente alleen advies kan geven op stedenbouwkundig gebied; dat het park geprivatiseerd wordt en eigendom is van de Franse Gemeenschap die de stedenbouwkundige vergunning heeft ingediend;**
- **Inzake de open IPPJ en de veiligheidskwestie heeft de Gemeente geen inspraak – een open IPPJ stelt de jongeren in staat zich naar school te begeven (bijvoorbeeld), onder de controle van opvoeders. Er zal bijna 1 opvoeder per jongere zijn. De jongeren die in IPPJ worden geplaatst, zijn niet noodzakelijk delinquenten maar vaak jongeren met problemen thuis.**
- **Hij zegt te moeten wachten op de Commissie van 29/01/2019.**

De heer Spapens neemt het woord:

- **Wat betreft de IPPJ moet er een doorgang aan de achterkant van het terrein voorbehouden worden.**

De heer Loewenstein:

- **Herhaalt dat er reeds een interpellatie op de Gemeenteraad is geweest.**
- **Merkt op dat het openbaar onderzoek plaatsgevonden heeft tijdens de wintervakantie.**
- **Dit project verontrust de buurtbewoners bij gebrek aan informatie.**
- **Tijdens de overlegcommissie van volgende week moet er geantwoord worden op de 118 bezwaren.**
- **Vestigt de aandacht op de parkeerproblemen en de vermindering van de groene ruimten.**

- Is van oordeel dat dit project zo goed mogelijk uitgelegd moet worden. Men moet nauw samenwerken met de bewoners.

Waarom geen telefoonnummer opzetten om de vragen van de bewoners te beantwoorden?

- Zegt dat er een oplossing moet worden gevonden opdat de wijk zich zou aanpassen aan de structuur.

De heer Cédric-Pierre - De Permentier:

- Deelt de mening van zijn collega's;
- Legt ook de nadruk op het gebrek aan informatie;
- Vindt het jammer dat het openbaar onderzoek plaatsgevonden heeft tijdens de vakantie;
- Deelt zijn ongerustheid mee over de begeleiding van deze jongeren;
- De bewoners van de IPPJ zouden niet noodzakelijk Vorstenaren/Brusselaars zijn
- Merkt tevens op dat er een gebrek aan plaatsen is in de kinderdagverblijven en scholen.

Waarom er niet een school- of opvangstructuur vestigen?

- Stelt een volksraadpleging voor.

De heer Hacken:

- Onderstreept het gebrek aan transparantie, aan informatie, ...
- Zegt dat er een project werd voorgesteld tijdens een informatievergadering maar dat het huidige project wel degelijk veel groter is.
- Vraagt wat de mening van de gemeente was vóór de commissie.
- Legt de nadruk op het feit dat het project zich in overstromingsgebied bevindt.
- Vraagt welke impact dit zal hebben op het Tweeoeverspark?
- Wil de mening van de Gemeente kennen?

Mevrouw Huytebroeck:

-Merkt op dat het een drievoudig debat is:

- Het gebouw is eigendom van de Franse Gemeenschap;
- Het advies van de gemeente wordt gevraagd;
- De toestemming van het Gewest is vereist.

-Geeft toe dat er een gebrek aan informatie is en dat bepaalde valse informatie de ronde heeft gedaan tijdens de verkiezingscampagne.

-Legt uit dat er een verschil is tussen de gesloten en open instellingen.

- Suggereert om een bezoek aan een open IPPJ te organiseren;
- Wenst discussies met de bewoners.
- Legt uit dat de jongeren goed omringd zullen worden;
- Zegt rekening te moeten houden met het stedenbouwkundige en pedagogische aspect.
- Zegt aandacht te moeten schenken aan het behoud van het erfgoed, van de groene ruimten, van de sportruimten en van het wateroppervlak.
- Zegt te moeten ijveren voor een gemeente zonder angst.

De heer Stokkink:

- Komt terug op de angst van de burgers;
- Merkt op dat dit project 2 jaar geleden op tafel werd gelegd.
- Vraagt dat er correct geantwoord wordt op de vragen.
- Wijst erop dat de jongeren niet noodzakelijk delinquenten zijn.

Mevrouw Koplowicz:

- Is niet te vinden voor de opsluiting van kinderen maar steunt het project van een open IPPJ die de jongeren in staat stelt zich te integreren.

Mevrouw Goldberg:

Wijst op 2 punten:

- De gemeente kan zich niet verzetten tegen het project, maar tot op welke hoogte kan de gemeente eisen stellen op stedenbouwkundig gebied?
- Het gaat om een vernieuwend project, men dient de nadruk te leggen op de omkadering, het toezicht, bijvoorbeeld door camera's.

Ze vraagt of de jongeren de instelling alleen mogen verlaten?

De heer Roberti:

- Herinnert eraan dat het om een project van de Franse Gemeenschap gaat en dat we geen manoeuvreerruimte hebben.
- Ons werk op stedenbouwkundig gebied is in orde en wettelijk. Het is afgestemd op de ABV.
- Wat de transparantie betreft, heeft het college de wil om zo transparant mogelijk te zijn. De gemeente doet al het mogelijke om de burgers gerust te stellen.
- Hij zegt dat we geen duidelijkheid hebben over het pedagogische project.
- Hij stelt voor de Franse Gemeenschap uit te nodigen op een volgende vergadering.
- Zegt te moeten wachten op de Commissie van 29/01.

1 annexe / 1 bijlage

Affaires générales - Algemene zaken

2 Affaires générales - Election et prestation de serment du 9ème échevin.

LE CONSEIL,

Vu les articles 15, § 1er, 16 et 279, alinéa 2, de la nouvelle loi communale ;

Vu sa décision du 18 décembre 2018 d'augmenter d'une unité le nombre d'échevins fixé par l'article 16 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'acte de présentation de Mme Esmeralda Van den Bosch pour le mandat de 9è échevin reçu par Mme la Secrétaire communale et transmis à M. le Bourgmestre-Président au moins trois jours avant la séance ;

Considérant que cet acte a bien recueilli une double majorité (la majorité des élus de la même liste que le candidat échevin et la majorité des élus du Conseil) ; qu'il est recevable ;

Qu'en outre, Mme. Esmeralda Van den Bosch a déposé une déclaration d'appartenance linguistique néerlandaise ;

Considérant que M. Cédric PIERRE-DE PERMENTIER et M. David LIBERMAN, les deux plus jeunes membres du Conseil, assistent M. le Bourgmestre-Président aux opérations du scrutin et du dépouillement ;

Considérant que le dépouillement des votes donne les résultats suivants :
Mme Esmeralda Van den Bosch obtient 21 voix pour et 15 voix contre (1 abstention) ; qu'elle est en conséquence élue à la majorité ;

PREND ACTE

De l'élection de Mme Esmeralda Van den Bosch en qualité de 9e échevin.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Algemene zaken - Verkiezing en eedaflegging van de 9de schepen.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 15, §1, 16 en 279, 2e lid, van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van 18 december 2018 om het aantal schepenen vastgelegd door artikel 16 van de Nieuwe Gemeentewet met een eenheid te verhogen;

Gelet op de akte van voordracht van mevr. Esmeralda Van den Bosch voor het mandaat van 9e

schepen, ontvangen door mevr. de Gemeentesecretaris en ten minste drie dagen vóór de zitting overgemaakt aan de heer Burgemeester-Voorzitter;

Overwegende dat de akte inderdaad een dubbele meerderheid heeft ontvangen (de meerderheid van de verkozenen van dezelfde lijst als de kandidaat-schepen en de meerderheid van de verkozenen van de Raad); dat de akte ontvankelijk is;

Overwegende daarenboven dat mevr. Esmeralda Van den Bosch een verklaring van Nederlandse taalaanhorigheid heeft ingediend;

Overwegende dat dhr. Cédric PIERRE-DE PERMENTIER en dhr. David LIBERMAN, de twee jongste verkozenen van de Raad, de heer Burgemeester-Voorzitter bijstaan voor de stem- en telverrichtingen;

Overwegende dat de resultaten van de telling de volgende zijn:

Mevr. Esmeralda Van den Bosch ontvangt 21 stemmen voor en 15 tegen (1 onthouding); dat ze bijgevolg bij meerderheid verkozen is;

NEEMT AKTE

van de verkiezing van mevr. Esmeralda Van den Bosch in de hoedanigheid van 9e schepen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

3 Affaires générales - Présidence du Conseil communal - Elections.

LE CONSEIL,

Vu l'article 8bis de la nouvelle loi communale ;

Vu les actes de présentation reçus par Mme la Secrétaire communale et transmis à M. le Bourgmestre-Président au moins trois jours avant la séance :

- Présidence : Mme Séverine DE LAVELEYE ;

- Suppléance : Mme Fatima ABBACH ;

Considérant que ces actes ont bien recueilli la double majorité nécessaire (la majorité des élus de la même liste que la candidate présidente et la candidate suppléante et la majorité des élus du Conseil) ; qu'ils sont dès lors recevables ;

Considérant que M. Cédric PIERRE-DE PERMENTIER et M. David LIBERMAN, les deux plus jeunes membres du Conseil, assistent M. le Bourgmestre-Président aux opérations du scrutin et du dépouillement ;

Procède successivement au scrutin secret à l'élection relative à la présidence, puis à l'élection relative à la suppléance ;

Considérant que tous les membres présents prennent part au vote ;

Considérant que le dépouillement des votes donne les résultats suivants :

- Mme Séverine DE LAVELEYE obtient 21 voix pour et 12 voix contre (4 abstentions) ; qu'elle est en conséquence élue ;
- Mme Fatima ABBACH obtient 21 voix pour et 11 voix contre (5 abstentions) ; qu'elle est en conséquence élue ;

PREND ACTE,

De l'élection de Mme Séverine DE LAVELEYE en qualité de présidente du Conseil communal et de Mme Fatima ABBACH en qualité de suppléante.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Algemene zaken - Voorzitting van de Gemeenteraad - Verkiezingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 8bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de akten van voordracht ontvangen door mevr. de Gemeentesecretaris en ten minste drie dagen vóór de zitting overgemaakt aan de heer Burgemeester-Voorzitter:

- Voorzitterschap: mevr. Séverine DE LAVELEYE;
- Plaatsvervanger: mevr. Fatima ABBACH;

Overwegende dat deze akten inderdaad een dubbele meerderheid hebben ontvangen (de meerderheid van de verkozenen van dezelfde lijst als de kandidaat-voorzitster en de kandidaat-plaatsvervangster en de meerderheid van de verkozenen van de Raad); dat deze akten ontvankelijk zijn;

Overwegende dat dhr. Cédric PIERRE-DE PERMENTIER en dhr. David LIBERMAN, de twee jongste verkozenen van de Raad, de heer Burgemeester-Voorzitter bijstaan voor de stem- en telverrichtingen;

Gaat achtereenvolgens over tot de geheime stemming voor de verkiezing van de voorzitter, daarna de verkiezing van de plaatsvervanger;

Overwegende dat alle aanwezige leden aan de stemming deelnemen;

Overwegende dat de resultaten van de telling de volgende zijn:

- Mevr. Séverine DE LAVELEYE ontvangt 21 stemmen voor en 12 tegen (4 onthoudingen); dat ze bijgevolg verkozen is;
- Mevr. Fatima ABBACH ontvangt 21 stemmen voor en 11 tegen (5 onthoudingen); dat ze bijgevolg verkozen is;

NEEMT AKTE,

Van de verkiezing van mevr. Séverine DE LAVELEYE in de hoedanigheid van voorzitster van de Gemeenteraad en van mevr. Fatima ABBACH in de hoedanigheid van plaatsvervangster.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Secrétariat - Secretariaat

4 Affaires générales - Election des membres du Conseil de l'action sociale.

LE CONSEIL,

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale ;

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics locaux d'aide sociale ;

Considérant que l'article 12 de cette loi dispose que l'élection des membres du conseil de l'action sociale a lieu en séance publique un lundi, au plus tôt le deuxième et au plus tard le septième qui suit l'installation du conseil communal ;

Considérant que, conformément à l'article 6 de la loi organique, le conseil de l'action sociale de la commune de Forest est composé de 13 membres ;

Considérant que, conformément à l'article 13 de la loi organique, chacun des 37 conseillers communaux dispose de 8 voix ;

Vu les actes de présentation au nombre de 7, introduits conformément aux dispositions de l'arrêté royal précité ;

Considérant que respectivement, ces actes présentent les candidats mentionnés ci-après et sont signés par les conseillers communaux suivants :

Candidats membres effectifs

Candidats membres suppléants

Présentés par Mariam EL HAMIDINE :

Deniz AGBABA
Samira BOUAID
Michèle BOURGUET
Nicolas LONFILS
Magali PLOVIE
Anne RAKOVSKY

Michèle BOURGUET
Michèle BOURGUET
Samira BOUAID
Michèle BOURGUET
Samira BOUAID
Michèle BOURGUET

Présentés par Charles SPAPENS :

Karima AHRAS
Caroline DUPONT
Henri GILLARD
Valérie MPASINAS

Béatrice FILÉE
Béatrice FILÉE
Béatrice FILÉE
Béatrice FILÉE

Présentés par Cédric PIERRE-DE PERMENTIER :

Christiane DEFAYS

Jean JOURDAIN
Camille RONGÉ

Michel BORCY

Youssef LAKHLOUFI

Jean JOURDAIN
Camille RONGÉ
Michel BORCY

Présentée par Marc LOEWENSTEIN, Dominique GOLDBERG et Xavier JANS :

Dominique GILLARD

Michael VAN VLASSELAER
Valentine ROELANTS DU VIVIER
Charles HINKEL

Présentée par Stéphanie KOPLOWICZ et Simon DE BEER :

Claire OBOLENSKY

Elise WYNEN

Présenté par Laurent HACKEN :

Emmanuel BOODTS

Stéphane PEYCKER
Kenza EL BACHIRI

Vu la liste des candidats arrêtée par le Bourgmestre, sur base desdits actes de présentation et libellée comme suit :

Candidats membres effectifs

Candidats membres suppléants

Deniz AGBABA 08.06.1984	Michèle BOURGUET 18.07.1959
Karima AHRAS 03.04.1977	Béatrice FILÉE 20.05.1967
Emmanuel BOODTS 12.01.1982	Stéphane PEYCKER 26.09.1974 Kenza EL BACHIRI 13.05.1993
Samira BOUAID 30.05.1976	Michèle BOURGUET 18.07.1959
Michèle BOURGUET 18.07.1959	Samira BOUAID 30.05.1976
Christiane DEFAYS 23.07.1952	Jean JOURDAIN 05.11.1963 Camille RONGÉ 27.01.1934 Michel BORCY 24.07.1946
Caroline DUPONT 31.08.1992	Béatrice FILÉE 20.05.1967

Dominique GILLARD 24.04.1963	Michael VAN VLASSELAER 19.07.1945 Valentine ROELANTS DU VIVIER 12.05.1978 Charles HINKEL 21.10.1976
Henri GILLARD 02.08.1952	Béatrice FILÉE 20.05.1967
Youssef LAKHLOUFI 28.04.1979	Jean JOURDAIN 05.11.1963 Camille RONGÉ 27.01.1934 Michel BORCY 24.07.1946
Nicolas LONFILS 20.06.1976	Michèle BOURGUET 18.07.1959
Valérie MPASINAS 25.06.1982	Béatrice FILÉE 20.05.1967
Claire OBOLENSKY 09.07.1951	Elise WYNEN 27.05.1983
Magali PLOVIE 04.08.1976	Samira BOUAID 30.05.1976
Anne RAKOVSKY 14.12.1981	Michèle BOURGUET 18.07.1959

Considérant que M. Cédric PIERRE-DE PERMENTIER et M. David LIBERMAN, les deux plus jeunes membres du Conseil, assistent M. le Bourgmestre-Président aux opérations du scrutin et du dépouillement ;

Procède en séance publique et au scrutin secret à l'élection des membres effectifs du conseil de l'aide sociale et de leurs suppléants ;

Il y a 37 votants ayant reçu chacun 8 bulletins ;

296 bulletins ont été retirés de l'urne (287 bulletins valables, 1 bulletin blanc, 8 bulletins nuls) ;

Les suffrages exprimés sont attribués comme suit :

Deniz AGBABA	22
Karima AHRAS	20
Emmanuel BOODTS	24
Samira BOUAID	16
Michèle BOURGUET	0
Christiane DEFAYS	24
Caroline DUPONT	20
Dominique GILLARD	24
Henri GILLARD	20

Youssef LAKHLOUFI	24
Nicolas LONFILS	20
Valérie MPASINAS	20
Claire OBOLENSKY	23
Magali PLOVIE	8
Anne RAKOVSKY	22
Total des suffrages	287

Constate que les votes ont été émis en faveur de candidats-membres effectifs régulièrement présentés ;

Constate que 11 candidats-membres effectifs doivent être départagés, en raison d'une parité de voix, suivant l'ordre indiqué à l'article 15 de la loi organique ;

	Sont élus membres effectifs du conseil de l'action sociale	Les candidats suppléants pour chaque membre effectif élu mentionné en regard sont de plein droit et dans l'ordre de l'acte de présentation les suppléants de ces membres effectifs élus
1.	Christiane DEFAYS	Jean JOURDAIN Camille RONGÉ Michel BORCY
2.	Dominique GILLARD	Michael VAN VLASSELAER Valentine ROELANTS DU VIVIER Charles HINKEL
3.	Youssef LAKHLOUFI	Jean JOURDAIN Camille RONGÉ Michel BORCY
4.	Emmanuel BOODTS	Stéphane PEYCKER Kenza EL BACHIRI
5.	Claire OBOLENSKY	Elise WYNEN
6.	Anne RAKOVSKY	Michèle BOURGUET
7.	Deniz AGBABA	Michèle BOURGUET
8.	Nicolas LONFILS	Michèle BOURGUET
9.	Henri GILLARD	Béatrice FILÉE
10.	Karima AHRAS	Béatrice FILÉE
11.	Valérie MPASINAS	Béatrice FILÉE
12.	Caroline DUPONT	Béatrice FILÉE
13.	Samira BOUAID	Michèle BOURGUET

Observe que les conditions d'éligibilité sont réunies pour les 13 candidats membres effectifs élus et les 11 candidats suppléants élus de plein droit ;

Constate qu'aucun membre effectif ne se trouve dans un des cas d'incompatibilité précisés à l'article 9 de la loi organique du 8 juillet 1976 ;

La présente délibération sera transmise en double exemplaire au Collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale;

PREND ACTE que M. le Bourgmestre-Président proclame en séance publique les résultats de l'élection des membres effectifs et suppléants du conseil de l'action sociale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Algemene zaken - Verkiezing van de leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn.

DE RAAD,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 november 1976 betreffende de verkiezing van de leden van de raden der plaatselijke openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat artikel 12 van deze wet bepaalt dat de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn plaatsheeft in openbare zitting, op een maandag, ten vroegste de tweede en uiterlijk de zevende volgend op de installatie van de gemeenteraad;

Overwegende dat de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van de gemeente Vorst, overeenkomstig artikel 6 van de organieke wet, uit 13 leden bestaat;

Overwegende dat elk van de 37 gemeenteraadsleden, overeenkomstig artikel 13 van de organieke wet, over 8 stemmen beschikt;

Gelet op de akten van voordracht, 7 in aantal, die ingediend werden in overeenstemming het bovenvermelde koninklijk besluit;

Overwegende dat deze akten respectievelijk de hierna vermelde kandidaten voordragen en ondertekend werden door de volgende gemeenteraadsleden:

Kandidaat-werkende leden

Kandidaat-opvolgers

Voorgedragen door Mariam EL HAMIDINE

Deniz AGBABA
Samira BOUAID
Michèle BOURGUET
Nicolas LONFILS
Magali PLOVIE
Anne RAKOVSKY

Michèle BOURGUET
Michèle BOURGUET
Samira BOUAID
Michèle BOURGUET
Samira BOUAID
Michèle BOURGUET

Voorgedragen door Charles SPAPENS:

Karima AHRAS
Caroline DUPONT
Henri GILLARD
Valérie MPASINAS

Béatrice FILÉE
Béatrice FILÉE
Béatrice FILÉE
Béatrice FILÉE

Voorgedragen door Cédric PIERRE-DE PERMENTIER

Christiane DEFAYS

Jean JOURDAIN
Camille RONGÉ
Michel BORCY

Youssef LAKHLOUFI

Jean JOURDAIN
Camille RONGÉ
Michel BORCY

Voorgedragen door Marc LOEWENSTEIN, Dominique GOLDBERG en Xavier JANS:

Dominique GILLARD

Michael VAN VLASSELAER
Valentine ROELANTS DU VIVIER
Charles HINKEL

Voorgedragen door Stéphanie KOPLOWICZ en Simon DE BEER:

Claire OBOLENSKY

Elise WYNEN

Voorgedragen door Laurent HACKEN:

Emmanuel BOODTS

Stéphane PEYCKER
Kenza EL BACHIRI

Gelet op de kandidatenlijst, door de Burgemeester opgemaakt, op grond van gezegde voordrachtakten en luidend als volgt:

Kandidaat-werkende leden

Kandidaat-opvolgers

Deniz AGBABA 08.06.1984	Michèle BOURGUET 18.07.1959
Karima AHRAS 03.04.1977	Béatrice FILÉE 20.05.1967
Emmanuel BOODTS 12.01.1982	Stéphane PEYCKER 26.09.1974 Kenza EL BACHIRI 13.05.1993
Samira BOUAID 30.05.1976	Michèle BOURGUET 18.07.1959
Michèle BOURGUET 18.07.1959	Samira BOUAID 30.05.1976
Christiane DEFAYS 23.07.1952	Jean JOURDAIN 05.11.1963 Camille RONGÉ 27.01.1934 Michel BORCY 24.07.1946

Caroline DUPONT 31.08.1992	Béatrice FILÉE 20.05.1967
Dominique GILLARD 24.04.1963	Michael VAN VLASSELAER 19.07.1945 Valentine ROELANTS DU VIVIER 12.05.1978 Charles HINKEL 21.10.1976
Henri GILLARD 02.08.1952	Béatrice FILÉE 20.05.1967
Youssef LAKHLOUFI 28.04.1979	Jean JOURDAIN 05.11.1963 Camille RONGÉ 27.01.1934 Michel BORCY 24.07.1946
Nicolas LONFILS 20.06.1976	Michèle BOURGUET 18.07.1959
Valérie MPASINAS 25.06.1982	Béatrice FILÉE 20.05.1967
Claire OBOLENSKY 09.07.1951	Elise WYNEN 27.05.1983
Magali PLOVIE 04.08.1976	Samira BOUAID 30.05.1976
Anne RAKOVSKY 14.12.1981	Michèle BOURGUET 18.07.1959

Overwegende dat dhr. Cédric PIERRE-DE PERMENTIER en dhr. David LIBERMAN, de twee jongste verkozenen van de Raad, de heer Burgemeester-Voorzitter bijstaan voor de stem- en telverrichtingen;

Gaat in openbare vergadering en bij geheime stemming over tot de verkiezing van de werkende leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn en hun opvolgers;

Er zijn 37 deelnemende gemeenteraadsleden, die elk 8 stembrieven hebben ontvangen;

296 stembrieven werden uit de stembus genomen (287 geldige stembrieven, 1 blanco stembrieven, 8 ongeldige stembrieven);

De uitgebrachte stemmen worden als volgt toegekend:

Deniz AGBABA	22
Karima AHRAS	20
Emmanuel BOODTS	24
Samira BOUAID	16
Michèle BOURGUET	0
Christiane DEFAYS	24
Caroline DUPONT	20
Dominique GILLARD	24

Henri GILLARD	20
Youssef LAKHLOUFI	24
Nicolas LONFILS	20
Valérie MPASINAS	20
Claire OBOLENSKY	23
Magali PLOVIE	8
Anne RAKOVSKY	22
Totaal aantal stemmen	287

Stelt vast dat de stemmen uitgebracht werden ten voordele van kandidaat-werkende leden
Die regelmatig werden voorgedragen;

Stelt vast dat er een keuze gemaakt moet worden tussen 11 kandidaat-werkende leden, vanwege een
staking der stemmen, overeenkomstig artikel 15 van de organieke wet.

Tot werkende leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn werden verkozen		De kandidaat-opvolgers voor elk hiernaast vermeld verkozen effectief lid zijn van rechtswege en in volgorde van de akte van voordracht opvolger van deze verkozen werkende leden
1.	Christiane DEFAYS	Jean JOURDAIN Camille RONGÉ Michel BORCY
2.	Dominique GILLARD	Michael VAN VLASSELAER Valentine ROELANTS DU VIVIER Charles HINKEL
3.	Youssef LAKHLOUFI	Jean JOURDAIN Camille RONGÉ Michel BORCY
4.	Emmanuel BOODTS	Stéphane PEYCKER Kenza EL BACHIRI
5.	Claire OBOLENSKY	Elise WYNEN
6.	Anne RAKOVSKY	Michèle BOURGUET
7.	Deniz AGBABA	Michèle BOURGUET
8.	Nicolas LONFILS	Michèle BOURGUET
9.	Henri GILLARD	Béatrice FILÉE
10.	Karima AHRAS	Béatrice FILÉE
11.	Valérie MPASINAS	Béatrice FILÉE
12.	Caroline DUPONT	Béatrice FILÉE
13.	Samira BOUAID	Michèle BOURGUET

Stelt vast dat de verkiesbaarheidsvoorwaarden verenigd worden door alle 13 kandidaat-werkende
leden en de 11 van rechtswege verkozen kandidaat-opvolgers;

Stelt vast dat geen enkel effectief lid zich bevindt in een van de gevallen van onverenigbaarheid als
bepaald in artikel 9 van de organieke wet van 8 juli 1976;

Deze beraadslaging zal in twee exemplaren worden overgemaakt aan het Rechtsprekend College van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

NEEMT AKTE van het feit dat dhr. Burgemeester-Voorzitter in openbare zitting de uitslag bekendmaakt van de verkiezing van de werkende leden en opvolgers van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Alexander Frank Paul Billiet quitte la séance / verlaat de zitting.

Michael Francis Van Vlasselaer quitte la séance / verlaat de zitting.

5 Affaires générales - Note de Politique Générale.

Algemene zaken - Algemene Beleidsnota.

Monsieur Roberti annonce qu'il y aura des rencontres organisées avec les citoyens à des dates fixées par le Collège ;

Monsieur Loewenstein :

Lundi dernier, l'on découvrait par la presse que la commune de Forest s'engageait à être une « *Fearless city* », une commune sans peur, à préférer la confiance entre les partenaires plutôt qu'attiser les craintes. Ce qui est aujourd'hui certain, c'est que le leader de cette majorité n'est pas sans reproche, de surcroît lorsqu'il s'agit de confiance entre partenaires. Quant aux craintes, elles apparaissent facilement à la lecture du programme de majorité.

Bien évidemment, tout n'est pas à jeter dans ce programme de majorité... D'une part, étant donné qu'Ecolo s'est accordé avant les élections avec le cdH et le MR, a ensuite discuté d'un programme de majorité avec le MR, le cdH et nous, avant de retourner sa veste pour s'allier au PS, je suis content que quelques bonnes idées, notamment de notre programme, même s'il y en encore beaucoup qui manquent, ont été récupérées pour donner de la consistance à votre projet ! D'autre part, pour toute une série de dossiers, vous enfoncez des portes ouvertes, et le nouveau collègue tente de s'attribuer la paternité de dossiers déjà lancés et dont vous récolterez les lauriers.

Quelques exemples :

- • **Le « *projet de saisir l'opportunité de la rénovation de l'Hôtel communal pour repenser l'organisation de l'administration, être attentif à l'accueil des citoyens et au bien-être du personnel* » est déjà en cours, au cas où vous n'auriez pas suivi cela au collège ou au conseil. C'est le beau projet « *Prepared Mind* » auquel participe activement un certain nombre d'agents communaux avec enthousiasme.**
- • **« *Favoriser l'ouverture et l'utilisation du numérique dans les écoles* », c'est bien entendu**

essentiel. Et nous n'avons pas chômez sous la précédente législature pour avancer sur le sujet en rénovant les réseaux électriques des écoles et en les équipant toutes du matériel informatique nécessaire, ou encore en ouvrant un espace public numérique dans lequel certaines écoles viennent déjà suivre des formations.

- • *« Augmenter l'offre d'infrastructures avec la création de salles multisports, de terrains synthétiques pour le hockey et le rugby et la création de salles pour les sports doux et les arts martiaux »*. C'est super, mais c'est surtout bien de mettre dans votre programme des propositions dont vous êtes sûrs qu'elles seront concrétisées puisqu'elles sont en cours de réalisation...
- • Vous proposez par ailleurs en matière de propreté d' *« Assurer un service de week-end pour les endroits de grand passage »*, c'est bien entendu important mais c'est déjà le cas...
- • Je lis par ailleurs, et vous l'évoquez comme l'une de vos principales priorités, que vous souhaitez élaborer *« un plan global de rénovation des écoles et des crèches »*.

Je ne doute pas que ce ne sera pas très compliqué de l'établir dans la mesure où le service des travaux en dispose et le met à jour chaque année, et ce, en concertation avec le service instruction publique.

Pour éviter de laisser penser que rien n'a été fait avant qu'Ecolo ne prenne les rennes de la commune, ces 6 dernières années, la commune de Forest a investi plus de 15 millions € dans la rénovation des écoles et des crèches, sans compter les quelques 23 millions € investis pour la construction de 2 nouvelles écoles, ceci, sans compter les rénovations de crèches programmées par les différents contrats de quartier.

Et vous avez la chance de disposer d'agents compétents qui seront à même de poursuivre dans cette voie.

Et, vu l'état dans lequel la plupart des écoles et crèches était il y a 6 ans, il reste encore du travail et il faudra encore faire des efforts.

Seulement, il faudra rester attentif et sérieux quant à la manière d'appréhender les dossiers. Je découvre par la presse, ce n'est pas repris dans votre déclaration de politique générale, que vous souhaitez trouver un terrain pour y établir une école provisoire / tampon. Vous évaluez cette structure à un budget de 300.000€.

Si je m'interroge sur la localisation que vous envisagez, je doute très fort que, vu les normes à respecter, 300.000€ suffisent pour installer, entretenir et faire fonctionner une structure provisoire, structure qui finalement deviendra définitive vu l'ampleur de la tâche et le caractère cyclique des travaux.

J'en viens maintenant à votre première priorité : le Plan climat. C'est une très bonne chose. L'un des points importants qui sera repris dans ce plan est la gestion de l'eau. Et c'est l'occasion pour saluer le travail du service des travaux en la matière et les projets en cours et soutenus par le collège précédent... A lire la presse, vous laissez sous-entendre, ou plutôt clairement entendre, Monsieur Roberti, que ce n'est que parce qu'aujourd'hui vous êtes le premier parti que tout est si facile à faire passer en matière d'environnement, que si donc le PS était resté premier parti, vous n'auriez pas été aussi loin. Et bien non, au sein de la majorité précédente PS-Ecolo-DÉFI, des choses ont bien été réalisées, peut-être pas sous l'emballage d'un plan mais tout de même. Et rassurez-vous, d'autres communes ont lancé de nombreuses actions pour améliorer l'environnement et la qualité de l'air, mais aussi la participation citoyenne, et ce sans Ecolo...

Comme quoi... vous n'êtes pas si indispensables que vous le pensez pour sauver la planète et réconcilier le politique et le citoyen !

Et au-delà de vos déclarations générales, il sera intéressant de savoir quelles seront les décisions prises concrètement et les conséquences sur les projets en cours. Je pense au projet d'IPPJ ou encore à la rénovation du parc de Forest sur laquelle vous êtes revenu dans la presse...

J'en viens maintenant au volet gouvernance :

- **Sur l'évaluation d'abord : il n'y a rien sur l'évaluation des politiques dans votre déclaration de politique générale. Vous en parlez dans votre introduction ce soir mais apparemment ce n'est pas si important pour vous au point de le mettre noir sur blanc dans votre programme de majorité.**

Or, cela me semble indispensable de disposer d'un tableau de bord, d'évaluer l'état d'avancement des différents dossiers si on veut faire les choses de manière sérieuse.

- **Quant à la participation citoyenne, c'est une très bonne chose d'être ambitieux mais je pense que vous allez être noyés par tout ce que vous proposez.**

Sous la précédente législature, j'ai mis en place des rencontres citoyennes qui ont réuni plus de 1.000 personnes et je vous remercie de les poursuivre, ce rendez-vous est important. J'ai par ailleurs réalisé un budget participatif dans le cadre de mes compétences en matière de propreté, c'était une première, il faut en tirer les leçons pour faire les choses encore mieux la prochaine fois. Ici, vous prévoyez de lancer des rencontres, des réunions d'information sur le budget, des conseils participatifs divers, un budget participatif annuel, un conseil communal mixte... tout ça c'est très bien mais ça nécessite des moyens humains et financiers ainsi qu'un suivi de la part des services qui devront gérer cela en plus du reste.

Comptez-vous engager du personnel supplémentaire ? Quel budget prévoyez-vous pour ce service participation actuellement intégré au sein du service information ? Quel est le montant significatif auquel vous pensez pour ce qui est du budget participatif ?

Voilà des questions qui nécessitent des réponses pour s'assurer de la faisabilité de vos projets...

- **J'en viens à un autre aspect de la gouvernance, celui de la priorisation des mesures. A la lecture de cette DPG, il y a un tas de plans annoncés : plan forestois de santé, plan de mise en œuvre de la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, plan culture, plan emploi « petite enfance », plan climat, plan économie d'énergie pour l'éclairage public avec Sibelga, donc un sous plan du plan climat..., plan global d'aménagement du territoire, plan mobilité, plan mobilité pour les écoles, plan de stationnement pour Forest National (j'attends de voir...), plan global de rénovation des écoles et des crèches (l'avantage ici c'est que le travail est fait...), plan propreté (où je note que « *de réels efforts ont été entrepris* » et je vois que vos propositions rencontrent les projets déjà en cours, merci donc à vous de poursuivre le travail que j'ai entamé...), ... et, enfin, puisqu'on parle de plan, il y a aussi le maintien d'un plan d'eau au Marais du Wiels, mais celui-là, heureusement pour vous, il ne faut pas le créer...**

Je me garderai de faire des plans sur la comète quant à vos chances de remplir vos objectifs. J'espère juste que vous ne vous retrouverez pas dans 6 ans à avoir élaboré tous

vos plans, sans avoir eu le temps de commencer à les mettre en œuvre...

- Outre ces plans, vous prévoyez de créer des nouveaux services / cellules : aide médicale urgente, participation citoyenne, planification, égalité des droits, etc. Tous ces nouveaux projets, tous ces nouveaux services, toutes ces nouvelles missions nécessiteront des moyens et du personnel. J'en viens donc au volet finances de mon intervention.

Ce qui m'a interpellé à la lecture de votre déclaration de politique générale, c'est qu'on ne parle que très peu de finances alors que c'est le nerf de la guerre :

- • Vous dites qu' « *Il est possible de faire plus, de faire autrement, en garantissant l'équilibre budgétaire* », mais vous ne dites pas comment...
- • Vous souhaitez par ailleurs « *évaluer régulièrement la manière dont les budgets sont affectés aux différentes politiques (petite enfance, urbanisme, formation, emploi, santé, culture, sport...) pour s'assurer qu'on réponde bien aux besoins de toutes et de tous, en ce compris les besoins des femmes* », c'est bien mais ça ne suffit clairement pas.
- • Vous prévoyez de « *maintenir au CPAS un équilibre entre les dépenses de fonctionnement, de personnel et de redistribution* ».

En lisant ça, sans remettre en cause la nécessité de venir en aide aux plus démunis, j'ai peur.

J'ai peur, dans cette commune sans peur, parce qu'il me semblait que l'équilibre devait se faire entre les dépenses et les recettes et pas entre les dépenses et les dépenses comme vous le suggérez ici. Ça signifie quoi votre proposition ? Qu'il faudra s'assurer qu'il y ait 33% de dépenses de fonctionnement, 33% de dépenses de personnel et 33% de dépenses de redistribution ??? Quid de l'équilibre avec les recettes ?

- •
- Par ailleurs, les seuls endroits où l'on parle encore de budget dans votre déclaration, c'est pour évoquer :
 - Le budget participatif
 - Les séances d'information sur le budget communal
 - La publicité des budgets sur le site internet de la commune (ce qui est déjà le cas...)

Bref, c'est très léger.

Et ce, d'autant plus que vous prévoyez de rendre gratuits certains services. L'un des fers de lance de la majorité : la gratuité et l'accessibilité administrative des infrastructures sportives, la gratuité des garderies, celle du matériel et des repas scolaires, la gratuité des activités sportives pour les enfants, je suppose donc de l'extrascolaire. Ceci, sans compte la distribution à venir de chèques sport...

Enfin, mise à part l'application de la taxation sur les incivilités en matière de propreté publique que vous confondez entre parenthèses avec les sanctions administratives communales, pas un mot dans votre déclaration de politique générale sur les impôts et taxes. Or, il est plus que nécessaire de prévoir une évaluation des règlements taxes et redevances en vigueur et vérifier l'opportunité de telle ou telle taxe ou redevance, étudier

la possibilité d'en réduire certaines, je pense notamment au coût des passeports pour lesquels nous sommes les plus chers de Bruxelles...

Après ces considérations transversales, j'en viens à quelques petites questions sur des sujets plus précis :

- Le ROI des écoles : une « *évaluation qualitative du ROI des écoles communales* » est prévue.

Le chapitre du ROI sur les retards scolaires est ce qui a mis le feu aux poudres entre PS et Ecolo avant les élections. Ecolo voulait supprimer ce dispositif du ROI. Ecolo en a fait un argument de campagne. Ecolo est aujourd'hui le premier parti. Et ce qui est repris dans le programme de majorité est très léger...

Je n'ose donc pas vous demander si le règlement sur la sanction des retards va être maintenu ou supprimé...

- Par ailleurs, vous souhaitez, je cite, « *Dans chaque école, fédérer la communauté scolaire autour d'un projet d'établissement ambitieux et ouvert* ». Est-ce à dire que les projets d'établissement mis sur pied par l'ancienne échevine de l'instruction publique, aujourd'hui échevine des travaux, son service et les directions, étaient modestes et fermés ? Pas très sympa pour elle !
- En matière d'infrastructures sportives, vous prévoyez de les rendre gratuites, vous prévoyez par ailleurs d'assurer une priorité aux activités destinés aux 3-12 ans entre 16h et 19h, d'y garantir l'accès aux jeunes, d'y encourager la présence des aînés, des femmes et des PMR, vous prévoyez de les rendre accessibles durant certaines plages horaires aux personnes individuelles... Comment allez-vous gérer les occupations ? Quid des occupations actuelles ? Les salles ne sont pas extensibles. On va virer des clubs et associations ? À force de promettre tout à tout le monde, on finit par tous les mécontenter.
- Piscine : il y a eu beaucoup d'effets d'annonce pendant la campagne et maintenant qu'on est aux responsabilités, le soufflet tombe... Le passage relatif au projet de piscine est édifiant, je cite : « *Poursuivre l'étude avec la région quant à la possibilité de réinstaller une piscine à Forest* ». Au vu de ce qui est repris, j'ai l'impression que votre projet de piscine tombe déjà à l'eau...
- Enfin, lorsque l'on sait que la vitalité commerciale et l'attractivité de la commune étaient un des thèmes centraux de la campagne, il y a un sujet qui manque cruellement dans votre programme pour ces 6 prochaines années, celui des marchés. Il n'y a dans cette déclaration de politique générale pas un mot sur les marchés. Enfin, si, on parle bien de marchés publics, du marché de l'emploi et de consommation en circuit court, mais je n'ai rien pu lire sur la manière dont vous allez revitaliser, développer, rendre plus attractifs les 4 marchés hebdomadaires de la commune, alors que c'est un dossier qui nous revient souvent et qui en inquiète plus d'un.

En conclusion, il n'y a aucune évaluation financière quant à votre projet pour les 6 prochaines années, vous ne priorisez rien, vous ne prévoyez pas d'évaluation, outre tous les projets facultatifs qui sont listés, je n'ai rien entendu sur la manière dont le collège allait assurer la bonne exécution

des missions obligatoires de la commune, excepté le verrou Kersbeek, vos promesses de campagne comme la suppression du ROI pour Ecolo, la création d'une piscine pour le PS (et pour Ecolo aussi) se retrouvent totalement édulcorés dans votre programme commun, vous passez à côté de certains sujets importants comme les marchés, vous êtes peut-être enthousiastes, ambitieux certainement, vous vous focalisez sur les effets de com'... mais à un moment, il faut se rappeler qu'on gère une commune, des deniers publics, du personnel... et j'ai bien peur que la réalité ne vous rattrape rapidement.

Monsieur Boukili :

- Remarque qu'il faut mettre en place une vision politique et qu'il n'a pas eu le temps de travailler sur le sujet.

Monsieur Hacken :

- Relève que le côté positif de la DPG est la qualité de vie.
- Insiste sur le côté négatif qui ne montre rien de neuf, il s'agit de la continuation de la majorité précédente « tout va continuer comme avant ».
- Dit qu'aucune proposition n'a été faite, comment ces projets seront financés ? Va-t-on augmenter les impôts et les taxes ? Quelle sera la réponse fiscale ?
- Craint que ces ambitions n'aboutissent pas car il n'y a pas de moyens de les financer.
- Dit qu'il agira pour que la Commune reste plus vivable et plus agréable.

Monsieur Cédric-Pierre - De Permentier remarque que le texte ressemble fort au projet qui avait été proposé par la majorité de base à savoir MR-CDH-DéFi.

Il propose également une diminution d'impôt.

Madame Koplowicz demande plus de temps pour lire les documents et s'interroge au niveau de la gratuité de l'enseignement et demande :

- Qu'en est-il des 15% demandés aux promotions de logements sociaux ?
- Au niveau de la fiscalité ne serait-il pas judicieux de taxer Audi ?

Madame Goldberg reconnaît qu'il y a beaucoup de projets mais se demande s'il sont réalisables. Par exemple :

- A la page 10 : enseignement -> assurer l'accessibilité
- A la page 9 : Créer des nouvelles places – Peut-on se renseigner au cadastre et transformer des bâtiments vides ?
- CPAS : améliorer les conditions de travail au CPAS, soutenir la question par rapport aux projets travailleurs sociaux.

Madame Plovie déclare qu'il s'agit d'une vision ambitieuse pour et avec les gens. Un projet intergénérationnel pour augmenter la qualité de vie. Ceci nécessitera du personnel, des moyens financiers et une bonne planification.

Différentes mesures seront prises au sujet du renouvellement démographique.

Il faudra revoir la manière de fonctionner.

En ce qui concerne le projet pédagogique il faut rénover les bâtiments.

La politique sociale doit se poursuivre ainsi que la qualité de vie intergénérationnelle.

Au niveau de l'urbanisme, il faut préserver les espaces verts.

Il faut attacher une grande importance à la planification de vision et à la justice sociale.

Madame El Yousfi insiste sur l'importance de la transparence et dit que l'égalité des chances, le fait d'être une commune hospitalière et la lutte contre le racisme sont des choses très importantes.

Monsieur Roberti remarque qu'il ne faut pas accrédi-ter ce que dit la presse. Souvent, cela ne reflète pas la réalité des choses. Il insiste sur le rôle de la police qui aurait dû être mis en avant. Le niveau budgétaire de la Commune est une vraie préoccupation.

Au niveau scolaire, on remarque une continuité de ce qui existe depuis les deux précédents collèges.

Les bâtiments scolaires sont en état critique et doivent à tout prix être rénovés sinon ils risquent de devoir être fermés.

Dans ce cadre, il faudra prévoir des écoles temporaires car les travaux sont impossibles à réaliser avec la présence des enfants.

Il informe que le Collège essaiera de gérer au mieux l'urgence et trouvera une solution au problème.

En ce qui concerne la gratuité, il admet que ceci n'est pas réalisable dans son entièreté.

Monsieur Pierre-De Permentier soulève un point essentiel et demande ce qu'il en est de la fiscalité.

Monsieur Roberti déclare qu'il n'y a pas de volonté d'augmenter la fiscalité.

Monsieur Spapens défend les projets.

Il insiste sur l'unité du Collège et signale que la fiscalité peut-être un instrument pour financer les projets.

Il propose un rééquilibrage par exemple pour les grosses sociétés.

Monsieur Roberti signale qu'un vote n'est pas obligatoire mais propose de passer au vote.

POUR : Ecolo, PS

CONTRE : MR, DEFI, CDH, PTB

De heer Roberti kondigt aan dat er ontmoetingen zullen worden georganiseerd met de burgers op data vastgesteld door het College;

De heer Loewenstein:

Vorige maandag hebben we in de pers vernomen dat de gemeente Vorst er zich toe verbindt een

“Fearless city” te zijn, een gemeente zonder angst, waar gekozen wordt voor vertrouwen tussen de partners in plaats van angst aan te wakkeren. Wat vandaag vaststaat, is dat de leider van deze meerderheid heel wat verweten kan worden, eens te meer wanneer het gaat over vertrouwen tussen partners. Wat de angst betreft, die komt duidelijk naar boven bij het lezen van het meerderheidsprogramma.

Uiteraard moet niet alles in dit meerderheidsprogramma weggegooid worden... Enerzijds, aangezien Ecolo vóór de verkiezingen tot overeenstemming is gekomen met de cdH en de MR, vervolgens gesprekken heeft gevoerd over een meerderheidsprogramma met de MR, de cdH en ons, alvorens ons de rug toe te keren om een verbond te sluiten met de PS, ben ik tevreden dat er enkele goede ideeën, ondermeer uit ons programma, ook al ontbreken er nog veel, gerecupereerd werden om geloofwaardigheid te geven aan uw project! Anderzijds, voor een hele reeks dossiers, trapt u open deuren in, en het nieuwe college tracht zichzelf de reeds opgestarte dossiers toe te eigenen en u zal daarvan de vruchten plukken. Enkele voorbeelden:

- • **Het “project om de kans aan te grijpen van de renovatie van het Gemeentehuis om opnieuw na te denken over de organisatie van het bestuur, aandacht te schenken aan het onthaal van de burgers en het welzijn van het personeel” is reeds aan de gang, voor het geval u dit niet gevolg zou hebben op het college of in de raad. Het is het mooie project “Prepared Mind” waaraan een bepaald aantal gemeentelijke beambten actief en enthousiast deelneemt.**
- • **“De openheid en het gebruik van de digitale middelen in de scholen bevorderen” is uiteraard van essentieel belang. En we hebben tijdens de voorgaande legislatuur niet stil gezeten en vooruitgang geboekt door de elektriciteitsnetwerken van de scholen te renoveren en door ze allen uit te rusten met het noodzakelijke informaticamateriaal, of nog door een openbare computerruimte te openen waarin bepaalde scholen reeds opleidingen komen volgen.**
- • **“Het infrastructuuraanbod uitbreiden met de oprichting van omnisportzalen, synthetische terreinen voor hockey en rugby en de oprichting van zalen voor zachte sporten en vechtkunsten”. Dat is super, maar het is vooral goed om in uw programma voorstellen op te nemen waarvan u zeker bent dat ze geconcretiseerd zullen worden want hun realisatie is aan de gang...**
- • **Op het gebied van netheid stelt u trouwens voor om “Een weekenddienst te garanderen voor plaatsen waar veel volk voorbijkomt”, dit is uiteraard belangrijk maar het is reeds het geval...**
- • **Ik lees overigens, en u haalt het aan als één van uw voornaamste prioriteiten, dat u “een globaal plan voor de renovatie van de scholen en kinderdagverblijven” wenst uit te werken.**

Ik twijfel er niet aan dat het niet heel moeilijk zal zijn dit op te stellen in de mate waarin de dienst werken hierover beschikt en het elk jaar bijwerkt, en dit, in overleg met de dienst openbaar onderwijs.

Om te vermijden de indruk te wekken dat er niets werd gedaan tot Ecolo de teugels van de gemeente in handen nam, heeft de gemeente Vorst, in deze laatste 6 jaar, meer dan 15 miljoen € geïnvesteerd in de renovatie van de scholen en van de kinderdagverblijven, zonder de zowat 23 miljoen € mee te rekenen die werd geïnvesteerd in de bouw van 2 nieuwe scholen, dit, zonder rekening te houden met de geprogrammeerde renovaties van kinderdagverblijven door de verschillende

wijkcontracten.

En u heeft het geluk over bekwame beambten te beschikken die in staat zijn door te gaan op de ingeslagen weg.

En, gezien de staat waarin het merendeel van de scholen en kinderdagverblijven zich 6 jaar geleden bevonden, blijft er nog werk te doen en zullen er nog inspanningen moeten worden geleverd.

Alleen moet dit met aandacht en ernst gebeuren voor de wijze waarop de dossiers worden aangepakt. Ik ontdek via de pers, het is niet opgenomen in uw algemene beleidsverklaring, dat u een terrein wenst te vinden om er een voorlopige school / buffer te vestigen. U evalueert deze structuur op een budget van 300.000€.

Indien ik kijk naar de plaats die u overweegt, heb ik grote twijfels dat, gezien de na te leven normen, 300.000€ voldoende is om deze voorlopige structuur te installeren, te onderhouden en te doen werken, structuur die uiteindelijk definitief zal worden gezien de omvang van de taak en het cyclische karakter van de werken.

Ik ga nu over tot uw eerste prioriteit: het Klimaatplan. Dat is een zeer goede zaak. Een van de belangrijkste punten dat zal worden opgenomen in dit plan, is het waterbeheer. En dit is de gelegenheid om het desbetreffende werk van de dienst werken en de lopende projecten ondersteund door het voorgaande college te eren... Bij het lezen van de pers, geeft u de indruk, of laat u eerder duidelijk verstaan, mijnheer Roberti, dat het slechts is omdat u vandaag de eerste partij bent dat u alles inzet op leefmilieu, dat indien de PS dus eerste partij was gebleven, u niet zover zou zijn gegaan. Welnee, binnen de vorige meerderheid PS-Ecolo-DéFI, werden er wel degelijk zaken gerealiseerd, misschien niet in de vorm van een plan maar toch. En wees gerust, andere gemeenten hebben talrijke acties gelanceerd om het milieu en de luchtkwaliteit te verbeteren, maar ook de burgerparticipatie, en dit zonder Ecolo... Zo ziet u maar... u bent niet zo onmisbaar als u denkt om de planeet te redden en het beleid en de burger te verzoenen!

En behalve uw algemene verklaringen, zou het interessant zijn om te weten welke beslissingen concreet zullen worden genomen en de gevolgen daarvan op de lopende projecten. Ik denk daarbij aan het project van de IPPJ of nog de renovatie van het park van Vorst waarop u bent teruggekomen in de pers...

Ik ga nu over tot het luik governance:

- Allereerst over de evaluatie: in uw algemene beleidsverklaring vinden we niks terug over de evaluatie van het beleid. U spreekt hierover in uw inleiding vanavond maar blijkbaar is het voor u niet zo belangrijk om het zwart op wit op te nemen in uw meerderheidsprogramma.

Welnu, het lijkt me onontbeerlijk te beschikken over een scorebord, de vorderingsstaat van de verschillende dossiers te evalueren indien we op ernstige wijze willen werken.

- Voor wat de burgerparticipatie betreft is het een zeer goede zaak om ambitieus te zijn maar ik denk dat u gaat verdrinken in alles wat u voorstelt.

Onder de voorgaande legislatuur heb ik burgerontmoetingen opgezet die meer dan 1.000 personen bijeen hebben gebracht en ik dank u dit initiatief verder te zetten, deze afspraak is belangrijk. Ik heb overigens een participatief budget gerealiseerd in het kader van mijn bevoegdheden inzake

netheid; het was een première, hieruit moeten lessen worden getrokken om de zaken de volgende keer nog beter te doen.

Hier voorziet u het lanceren van ontmoetingen, van informatievergaderingen over de begroting, diverse participatieve raden, een jaarlijkse participatieve begroting, een gemengde gemeenteraad... dat is allemaal heel goed maar het vergt menselijke en financiële middelen alsook een opvolging door de diensten die dit zullen moeten beheren bovenop al de rest.

Bent u van plan bijkomend personeel aan te werven? Welk budget voorziet u voor deze dienst participatie die momenteel geïntegreerd is binnen de dienst informatie? Wat is het significante bedrag waaraan u denkt voor wat betreft de participatieve begroting?

Allemaal vragen die antwoorden vergen om zich te verzekeren van de uitvoerbaarheid van uw projecten...

- Ik ga over tot een ander aspect van de governance, dat van de prioritering van de maatregelen. Bij het lezen van deze ABV wordt er een hele reeks plannen aangekondigd: Vorsts gezondheidsplan, plan van uitvoering van het Europees charter voor de gelijkheid van vrouwen en mannen in het lokale leven, cultuurplan, tewerkstellingsplan “kinderopvang”, klimaatplan, energiebesparingsplan voor de openbare verlichting met Sibelga, dus een subplan van het klimaatplan..., globaal plan van aanleg van het grondgebied, mobiliteitsplan, mobiliteitsplan voor de scholen, parkeerplan voor Vorst Nationaal (eerst zien...), globaal plan voor de renovatie van de scholen en kinderdagverblijven (het voordeel hier is dat het werk reeds gedaan is...), netheidsplan (waar ik noteer dat *“er reële inspanningen werden geleverd”* en ik zie dat uw voorstellen in dezelfde richting gaan als de reeds lopende projecten, bedankt dus om het werk voort te zetten dat ik aangevat heb...), ... en, tot slot, aangezien we het over plannen hebben, is er ook het behoud van een waterplan aan het “Wielsmoeras”, maar dat plan moet, gelukkig voor u, niet gecreëerd worden...

Ik zal me hoeden om luchtkastelen te bouwen gezien uw kansen om uw doelstellingen te bereiken. Ik hoop alleen dat u over 6 jaar niet al uw plannen zal hebben uitgewerkt, zonder de tijd te hebben gehad met de uitvoering ervan te beginnen...

- Naast deze plannen voorziet u de oprichting van nieuwe diensten / cellen: dringende medische hulp, burgerparticipatie, planning, gelijke kansen, enz. Al deze nieuwe projecten, al deze nieuwe diensten, al deze nieuwe opdrachten zullen middelen en personeel vergen. Ik ga in mijn interventie bijgevolg over tot het luik financiën.

Wat me heeft geïnterpelleerd bij het lezen van uw algemene beleidsverklaring, is dat men slechts heel weinig spreekt over financiën terwijl dit de zenuw van de oorlog is:

- • U zegt *“Meer en anders doen, met respect voor het begrotingsevenwicht, is mogelijk”*, maar u zegt niet hoe...
- • U wenst overigens *“de wijze waarop de budgetten worden toegewezen aan de verschillende beleidsdomeinen (kinderopvang, stedenbouw, vorming, tewerkstelling, gezondheid, cultuur, sport, ...) regelmatig te evalueren om zich ervan te vergewissen dat er wel degelijk aan ieders behoeften wordt tegemoetgekomen, met inbegrip van de behoeften van de vrouwen”*, dat is goed maar het is duidelijk niet voldoende.
- • U voorziet om *“in het OCMW een evenwicht te behouden tussen de werkings-, personeels- en*

herverdelingsuitgaven”.

Bij het lezen hiervan, zonder de noodzaak ter discussie te stellen om de minst bedeeden te hulp te komen, ben ik bang.

Ik ben bang, in deze onbevreesde gemeente, want het leek me dat er een evenwicht moest komen tussen de uitgaven en de inkomsten en niet tussen de uitgaven en de uitgaven zoals u hier suggereert. Wat betekent uw voorstel eigenlijk? Dat we ons ervan moeten verzekeren dat er 33% werkingsuitgaven, 33% personeelsuitgaven en 33% herverdelingsuitgaven zijn??? Hoe zit het met het evenwicht met de inkomsten?

○ ●

• De enige plaatsen waar in uw verklaring overigens nog gesproken wordt over begroting, is om het volgende ter sprake te brengen:

- De participatieve begroting
- De informatiesessies over de gemeentelijke begroting
- De bekendmaking van de budgetten op de website van de gemeente (wat reeds het geval is...)

Kortom, heel beperkt.

En dit, des te meer daar u voorziet om bepaalde diensten gratis te maken. Een van de speerpunten van de meerderheid: de kosteloosheid en de administratieve toegankelijkheid van de sportinfrastructuur, de kosteloosheid van de opvang, van het materiaal en van de schoolmaaltijden, de kosteloosheid van de sportactiviteiten voor kinderen, ik veronderstel dus van de buitenschoolse opvang. Dit, zonder de toekomstige verdeling van sportcheques mee te tellen...

Kortom, buiten de toepassing van de belastingheffing op onwillevendheid inzake openbare netheid die u tussen haakjes verwacht met de gemeentelijke administratieve sancties, in uw algemene beleidsverklaring geen woord over de belastingen en taksen. Welnu, het is meer dan nodig om een evaluatie van de belastingreglementen en geldende retributies te voorzien en de mogelijkheid voor de ene of andere taks of retributie na te kijken, de mogelijkheid te bestuderen om bepaalde taksen te verlagen, ik denk ondermeer aan de kosten van reispassen waarvoor we de duurste van Brussel zijn...

Na deze transversale beschouwingen, ga ik over tot enkele kleine vragen over meer nauwkeurige onderwerpen:

- Het HR van de scholen: een “*kwalitatieve evaluatie van het HR van de gemeentescholen*” is voorzien.

Het hoofdstuk van het HR over het laattijdig aankomen op school is wat de lont aan het vuur heeft gestoken tussen PS en Ecolo vóór de verkiezingen. Ecolo wilde dit systeem schrappen uit het HR. Ecolo heeft hiervan een campagneargument gemaakt. Ecolo is vandaag de eerste partij. En wat in het meerderheidsprogramma is opgenomen, is heel licht...

Ik durf u dus niet te vragen of het reglement op de sanctie voor laattijdig aankomen behouden

gaat blijven of afgeschaft zal worden...

- U wenst overigens en ik citeer, *“In elke school de schoolgemeenschap verenigen rond een ambitieus en open project voor de instelling”*. Wil dit zeggen dat de projecten voor de instellingen opgezet door de voormalige schepen van openbaar onderwijs, vandaag schepen van werken, haar dienst en de directies bescheiden en gesloten waren? Niet erg sympathiek voor haar!
- Wat betreft de sportinfrastructuren, u voorziet deze gratis te maken, u voorziet overigens tussen 16u en 19u voorrang te verlenen aan de activiteiten bestemd voor 3-12-jarigen, de toegang van de jongeren te waarborgen, de aanwezigheid van bejaarden, vrouwen en PBM aan te moedigen, u voorziet ze gedurende bepaalde uren toegankelijk te maken voor individuele personen... Hoe gaat u dit gebruik beheren? Wat gaat u doen met het huidige gebruik? De zalen kunnen niet uitgerekt worden. Gaat men clubs en verenigingen buitengooien? Door alles aan iedereen te beloven, is iedereen uiteindelijk ontevreden.
- Zwembad: tijdens de campagne werd er veel ruchtbaarheid aan gegeven en nu men aan de verantwoordelijkheden toekomt, gaat de storm liggen... De passage omtrent het zwembadproject is verheffend, ik citeer: *“Het onderzoek met het gewest verderzetten wat betreft de mogelijkheid om opnieuw een zwembad in Vorst te vestigen”*. Op grond van wat wordt vermeld, krijg ik de indruk dat uw zwembadproject reeds in het water valt...
- Tot slot, wanneer men weet dat de vitaliteit van de handel en de aantrekkingskracht van de gemeente een van de centrale thema's was van de campagne, is er een onderwerp dat deerlijk ontbreekt in uw programma voor deze 6 volgende jaren, dat van de markten. In deze algemene beleidsverklaring wordt er met geen woord gerept over de markten. Of liever, men spreekt wel degelijk over overheidsopdrachten, de arbeidsmarkt en de consumptie via het korte circuit, maar ik heb niets kunnen lezen over de wijze waarop u de 4 wekelijkse markten van de gemeente nieuw leven gaat inblazen, ontwikkelen, aantrekkelijker maken, terwijl dit een dossier is dat vaak terugkomt en waarover heel wat mensen bezorgd zijn.

Samengevat, er is geen enkele financiële evaluatie wat betreft uw project voor de 6 volgende jaren, u stelt geen enkele prioriteit, u voorziet geen evaluatie, naast alle facultatieve projecten die staan opgesomd, heb ik niets gehoord over de wijze waarop het college de goede uitvoering gaat verzekeren van de verplichte opdrachten van de gemeente, uitgezonderd de afsluiting van de wijk Kersbeek, uw campagnebeloften zoals de schrapping van het HR voor Ecolo, de oprichting van een zwembad voor de PS (en ook voor Ecolo) zijn volledig afgezwakt in uw gemeenschappelijke programma, u mist bepaalde belangrijke onderwerpen zoals de markten, u bent misschien enthousiast, zeker ambitieus, u concentreert uw aandacht op de effecten van communicatie... maar op een bepaald ogenblik moet men zich herinneren dat men een gemeente beheert en ook overheidsgeld en personeel... en ik ben heel bang dat de realiteit u snel inhaalt.

De heer Boukili:

- Merkt op dat er een politieke visie moet worden uitgewerkt en dat hij geen tijd heeft gehad om hieraan te werken.

De heer Hacken:

- Merkt op dat de positieve kant van de ABV de levenskwaliteit is.
- Benadrukt de negatieve kant die niets nieuws toont, het is gewoon de voortzetting van de vorige meerderheid “alles gaat door zoals voorheen”.
- Zegt dat er geen enkel voorstel gedaan werd over hoe deze projecten gefinancierd zullen worden? Gaat men de belastingen en taksen verhogen? Wat zal het fiscale antwoord zijn?
- Vreest dat deze ambities zonder gevolg zullen blijven want hij heeft geen middelen om ze te financieren.
- Zegt dat hij zal handelen opdat de Gemeente leefbaarder en aangenamer zou blijven.

De heer Cédric-Pierre - De Permentier merkt op dat de tekst heel erg lijkt op het project dat voorgesteld werd door de oorspronkelijke meerderheid namelijk MR-CDH-DéFi.

Hij stelt tevens een belastingverlaging voor.

Mevrouw Koplowicz vraagt meer tijd om de documenten te lezen en stelt zich vragen bij de kosteloosheid van het onderwijs en vraagt:

- Hoe zit het met de 15% die gevraagd werd voor de bevordering van sociale woningen?
- Zou het op fiscaal gebied niet verstandig zijn om Audi te belasten?

Mevrouw Goldberg erkent dat er veel projecten zijn maar vraagt zich af of ze gerealiseerd kunnen worden.

Bijvoorbeeld:

- Op pagina 10: onderwijs -> de toegankelijkheid garanderen
- Op pagina 9: Nieuwe plaatsen creëren – Kan men inlichtingen inwinnen bij het kadaster en leegstaande gebouwen omvormen?
- OCMW: de werkomstandigheden op het OCMW verbeteren, de kwestie van het aantal projecten per maatschappelijke werker ondersteunen.

Mevrouw Plovie verklaart dat het om een ambitieuze visie gaat voor en met de mensen. Een intergenerationeel project om de levenskwaliteit te verhogen. Dit zal personeel, financiële middelen en een goede planning vergen.

Er zullen verschillende maatregelen worden genomen met de bewoners omtrent de demografische verjonging.

De manier waarop we werken, zal moeten worden herzien.

Wat het pedagogische project betreft, moeten de gebouwen gerenoveerd worden.

Het sociale beleid moet worden verdergezet alsook de intergenerationele levenskwaliteit.

Op stedenbouwkundig gebied moeten de groene ruimten worden beschermd.

Er moet veel belang gehecht worden aan de planning van de visie en aan de sociale rechtvaardigheid.

Mevrouw El Yousfi benadrukt het belang van transparantie en zegt dat de gelijkheid van kansen, het feit een gastvrije gemeente te zijn en de strijd tegen racisme zeer belangrijke zaken zijn.

De heer Roberti merkt op dat men niet alles moet geloven wat de pers zegt. Vaak is dit geen weerspiegeling van de realiteit van de zaken. Hij benadrukt de rol van de politie die op de voorgrond geplaatst had moeten worden.

Het begrotingsniveau van de Gemeente is een echte zorg.

Op schoolgebied merken we een continuïteit van wat bestaat sinds de twee voorgaande colleges. De schoolgebouwen zijn in kritieke toestand en moeten koste wat kost gerenoveerd worden, zoniet lopen we het risico dat ze gesloten moeten worden.

In dit kader moeten er tijdelijke scholen worden voorzien want de werken kunnen onmogelijk uitgevoerd worden in de aanwezigheid van de kinderen.

Hij informeert dat het College hoogdringende gevallen zo goed mogelijk zal proberen te beheren en een oplossing voor het probleem zal vinden.

Wat de kosteloosheid betreft, geeft hij toe dat dit niet volledig uitvoerbaar is.

De heer Pierre-De Permentier haalt een essentieel punt aan en vraagt hoe het zit met de fiscaliteit.

De heer Roberti verklaart dat hij niet de wens heeft om de fiscaliteit te verhogen.

De heer Spapens verdedigt de projecten.

Hij benadrukt de eenheid van het College en vermeldt dat de fiscaliteit een instrument kan zijn om de projecten te financieren.

Hij stelt een evenwichtsherstel voor, bijvoorbeeld voor de grote bedrijven.

De heer Roberti kondigt aan dat een stemming niet verplicht is maar stelt voor tot de stemming over te gaan.

VOOR: Ecolo, PS

TEGEN: MR, DEFI, CDH, PTB

2 annexes / 2 bijlagen

Recherche de subsides - Subsidiewerving

- 6 **Subsides – Convention entre la commune et Bruxelles Environnement relative à l’octroi d’une subvention pour l’aménagement de jardins de pluie.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège du 7 juin 2018 de répondre à l'appel à projets 2018 à l'intention des communes et CPAS bruxellois pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables ;

Considérant que la commune a déposé deux dossiers de candidatures ;

Vu la lettre de Bruxelles-Environnement du 7 décembre 2018 accordant un subside à la commune de Forest pour ces deux projets d'un montant global de 100.000,00 € ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver la convention jointe au dossier ;

DECIDE

D'adopter la convention entre la commune et Bruxelles Environnement, jointe en annexe ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la commune lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Subsidies – Overeenkomst tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel betreffende de toekenning van een toelage voor de inrichting van regentuinen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van 7 juni 2018 om te antwoorden op de projectoproep 2018 ter attentie van de Brusselse gemeenten en OCMW's voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten;

Overwegende dat de gemeente twee kandidaatstellingsdossiers heeft ingediend;

Gelet op de brief van Leefmilieu Brussel van 7 december 2018 waarin aan de Gemeente Vorst voor deze beide projecten een toelage voor een totaalbedrag van € 100.000,00 wordt toegekend;

Overwegende dat de overeenkomst, toegevoegd aan het dossier, goedgekeurd moet worden;

BESLIST

De overeenkomst tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel, toegevoegd in bijlage, goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 7 **Revitalisation des quartiers et Logements – Contrat de quartier durable Abbaye – Opérations 3.3.A « Acquisition d’un terrain à bâtir » et 3.3.B « Construction d’une structure d’accueil de la petite enfance de 56 places » – Non-réalisation de l’opération de revente et approbation des plans d’aménagement du site – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 14 octobre 2014 :

*D’adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l’ensemble du dossier à l’approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour le 31 octobre au plus tard ;
De marquer son accord sur la participation financière de la Commune, participation s’élevant à 1.078.074,90 € en complément des subsides fédéraux et régionaux ;*

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu sa décision du 23 février 2016 :

*D’approuver la modification de programme n°1 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l’ensemble du dossier de modification de programme n°1 à l’approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu le courrier du 25 mai 2016 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°1 du CQDAbbaye telle qu’approuvée par le Conseil communal ;

Vu sa décision 18 octobre 2016 :

*D’approuver la modification de programme n°2 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l’ensemble du dossier de modification de programme n°2 à l’approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu sa décision du 16 mai 2017 :

*D’approuver la modification de programme n°3 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l’ensemble du dossier de modification de programme n°3 à l’approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°2 et 3 du CQDAbbaye telle qu’approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins en sa séance du 20 décembre 2018:

*D’approuver le plan d’aménagement pour le site Neerstalle/Teinturerie proposé par K2A ;
D’approuver la création d’un jardin potager collectif en intérieur d’îlot et accessible depuis la chaussée de Neerstalle et de confier la gestion de celui-ci au service Environnement de la*

Commune ;

De permettre la liquidation de la tranche de paiement relative à la phase « Plan d'aménagement / Plan de division de la parcelle » à hauteur de 60% du total de la phase, soit un montant de 16.560,00 euros hors TVA ou 20.037,60 euros TVA comprise, par le crédit reporté du budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 9306/722-60/80 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » ;

De financer la dépense à 95%, par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article des recettes 9306/995-52/80 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires », le solde de 5%, étant à charge de la Commune et est financé par un emprunt ;

De ne pas réaliser l'opération 3.3.A « Acquisition d'un terrain à bâtir » du programme du CQDAbbaye en ne revendant pas une partie du terrain pour qu'un opérateur privé y procède à la construction de logements sociaux acquisitifs ;

De conserver cette partie du terrain comme propriété communale en vue d'y réaliser du logement et un espace polyvalent de quartier au risque de perdre une partie de la subvention régionale liée au CQDAbbaye ;

De transmettre la présente décision aux autorités régionales compétentes pour le suivi du CQDAbbaye ;

De présenter dans le cadre de l'appel à projets Alliance Habitat classique une demande de subvention à la SLRB pour un projet de construction de logements communaux moyens sur le terrain 110-114 chaussée de Neerstalle ;

De transmettre la présente décision pour information au Conseil communal lors de sa plus prochaine séance ;

DECIDE :

De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 décembre 2018 approuvant l'attribution du marché de service ayant pour objet : *Revitalisation des quartiers et Logements – Contrat de quartier durable Abbaye – Opérations 3.3.A « Acquisition d'un terrain à bâtir » et 3.3.B « Construction d'une structure d'accueil de la petite enfance de 56 places » – Non-réalisation de l'opération de revente et approbation des plans d'aménagement du site.*

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 33 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Heropleving van de wijken en Huisvesting – Duurzaam Wijkcontract Abdij – Operaties 3.3.A 'Aankoop van een bouwterrein' en 3.3.B 'Bouw van een kinderopvangstructuur met 56 plaatsen' – Niet-uitvoering van de doorverkoopoperatie en goedkeuring van de inrichtingsplannen voor de site – Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 14 oktober 2014 om:

Het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij aan te nemen;

Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen ten laatste 31 oktober;

Zijn instemming te verlenen aan de financiële deelname van de Gemeente, deelname voor een bedrag van 1.078.074,90 € in aanvulling op de federale en gewestelijke subsidies;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het

basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij;

Gelet op zijn beslissing van 23 februari 2016 om:

*Programmawijziging nr. 1 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;
Het volledige dossier van programmawijziging nr. 1 ter goedkeuring voor te leggen aan de
Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;*

Gelet op het schrijven van 25 mei 2016 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Rudi Vervoort tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op zijn beslissing van 18 oktober 2016 om:

*Programmawijziging nr. 2 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;
Het volledige dossier van programmawijziging nr. 2 ter goedkeuring voor te leggen aan de
Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;*

Gelet op zijn beslissing van 16 mei 2017 om:

*Programmawijziging nr. 3 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;
Het volledige dossier van programmawijziging nr. 3 ter goedkeuring voor te leggen aan de
Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;*

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 en 3 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 20 december 2018 om:

Goedkeuring te verlenen aan het inrichtingsplan voor de Neerstalle-/Ververij-site voorgesteld door K2A;

Goedkeuring te verlenen aan de oprichting van een collectieve moestuin aan de binnenkant van het huizenblok die bereikbaar is vanaf de Neerstalsesteenweg en het beheer hiervan toe te vertrouwen aan de Dienst Leefmilieu van de Gemeente;

De vereffening van de betalingsschijf met betrekking tot de fase 'Inrichtingsplan / Opdelingsplan voor het perceel' ten belope van 60% van de fase, d.w.z. een bedrag van 16.560,00 euro excl. btw of 20.037,60 euro, btw inbegrepen, door het overgedragen krediet van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017 op artikel 9306/722-60/80 'Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering' toe te laten;

Deze uitgave voor 95% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/995-52/80 'Overboeking op het buitengewone subsidiefonds', waarbij het saldo van 5% ten laste is van de Gemeente en gefinancierd wordt door een lening;

Operatie 3.3.A 'Aankoop van een bouwterrein' van het programma van het DWCAbdij niet uit te voeren door niet over te gaan tot de doorverkoop van een deel van het terrein opdat een privéoperator er overgaat tot de bouw van sociale koopwoningen;

Dit gedeelte van het terrein als gemeentelijk eigendom te houden met de bedoeling er woningen alsook een polyvalente ruimte op tot stand te brengen, op gevaar af van een deel van de gewestelijke subsidie verbonden met het DWCAbdij te verliezen;

Deze beslissing over te maken aan de gewestelijke overheden die bevoegd zijn voor de opvolging van het DWCAbdij;

In het kader van de klassieke projectoproep Alliantie Wonen een subsidieaanvraag in te dienen bij de BGHM voor een project voor de bouw van gemeentelijke middenklassewoningen

op het terrein te Neerstalsesteenweg 110-114;

Huidige beslissing ter kennisneming over te maken aan de Gemeenteraad tijdens diens eerstvolgende zitting;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 december 2018 tot goedkeuring van de gunning van de opdracht met als voorwerp: *Heropleving van de wijken en Huisvesting – Duurzaam Wijkcontract Abdij – Operaties 3.3.A ‘Aankoop van een bouwterrein’ en 3.3.B ‘Bouw van een kinderopvangstructuur met 56 plaatsen’ – Niet-uitvoering van de doorverkoopoperatie en goedkeuring van de inrichtingsplannen voor de site.*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 33 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

8 Revitalisation des quartiers – Contrat de quartier durable Abbaye – Projet « crèche Teinturerie » – Construction d’une structure d’accueil de la petite enfance de 56 places – Marché de travaux (réf. Teinturerie – 2019 – T – 1) – Approbation des conditions et du mode de passation du marché – Cahier Spécial des Charges et Avis de Marché.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2014 :

D’adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l’ensemble du dossier à l’approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour le 31 octobre au plus tard ;

De marquer son accord sur la participation financière de la Commune, participation s’élevant à 1.078.074,90 € en complément des subsides fédéraux et régionaux ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la décision du Conseil communal du 23 février 2016 :

D’approuver la modification de programme n°1 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l’ensemble du dossier de modification de programme n°1 à l’approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 25 mai 2016 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°1 du CQDAbbaye telle qu’approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 octobre 2016 :

D’approuver la modification de programme n°2 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l’ensemble du dossier de modification de programme n°2 à l’approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°2 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 mai 2017 :

*D'approuver la modification de programme n°3 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°3 à l'approbation du
Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°3 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures°;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 11 mai 2017 décidant d'attribuer le marché d'auteur de projet à K2A sprl, chaussée de Waterloo 255 à 1060 Saint-Gilles, pour un montant total des honoraires de 230.000,00 euros hors T.V.A. ou 278.300,00 euros T.V.A. comprise ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 7 décembre 2017, approuvant l'avant-projet pour le projet « crèche Teinturerie », proposé par K2A sprl et de commander la phase suivante, à savoir le permis d'urbanisme ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 22 mars 2018, approuvant le dossier de permis d'urbanisme pour le projet « crèche Teinturerie », proposé par K2A sprl et de commander la phase suivante, à savoir le dossier d'adjudication ;

Considérant que le permis d'urbanisme a été déposé en date du 4 avril 2018 à la région de Bruxelles-Capitale, que l'accusé de réception de dossier complet a été reçu le 6 juin 2018, que l'enquête publique a eu lieu du 26 juin au 7 juillet 2018 et que la commission de concertation a eu lieu le 11 septembre 2018 ;

Considérant que le dossier d'adjudication a été finalisé ;

Considérant que les membres présents à la Commission de Quartier du 26 juin 2018 ont remis un avis favorable sur ledit dossier ;

Vu la décision du Conseil Communal du 4 septembre 2018, approuvant le marché de travaux

« Réalisation du projet « crèche Teinturerie » – Construction d’une structure d’accueil de la petite enfance de 56 places », réf. CQDAbbaye – T – 2018 – 2 ;

Vu l’avis de marché 2018-527624 paru le 24 septembre 2018 au niveau national ;

Considérant que dans le cadre de cette consultation aucune offre acceptable a été réceptionnée ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 20 décembre 2018, de ne pas attribuer le marché travaux : « Réalisation du projet « crèche Teinturerie » – Construction d’une structure d’accueil de la petite enfance de 56 places » ;

Vu le courrier du 21 décembre 2018 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant le délai complémentaire de 6 mois qui porte la fin du délai d’exécution pour cette opération au 31 août 2019 ;

Considérant que les documents du marché de travaux « Réalisation du projet « crèche Teinturerie » – Construction d’une structure d’accueil de la petite enfance de 56 places » ont été retravaillés ;

Considérant le Cahier Spécial des Charges réf : Teinturerie – 2019 – T – 1 , et l’Avis de Marché relatifs au marché de travaux « Réalisation du projet « crèche Teinturerie » – Construction d’une structure d’accueil de la petite enfance de 56 places » ci-annexés ;

Considérant qu’il est proposé de choisir la procédure ouverte comme mode de passation du marché et de soumettre l’Avis de Marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge ;

Considérant que la séance d’ouverture des offres est prévue le mardi 30 avril 2019 à 11h ;

Considérant que le montant du marché s’élève à 1.910.091,78 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 2.101.100,96 € HTVA soit 2.542.332,15 € TVAC ;

Considérant qu’il est proposé de mettre des éléments en option pour un montant de 125.872,25 € HTVA soit 152.305,42 € TVAC, à savoir :

- Hublots : Fourniture et mise en œuvre de hublots dans le garde-corps du balcon du premier étage afin de permettre aux enfants d’avoir une vue vers le jardin ;
- Mobilier intérieur fixe : Fourniture et mise en œuvre du mobilier intérieur fixe dans plusieurs locaux de la crèche ;
- Équipements et mobilier cuisines professionnelles : Fourniture et mise en œuvre des équipements et mobilier dans la cuisine de la crèche ;
- Peinture : Travaux de peinture sur enduits et plaques de plâtre enrobé de carton ;
- Installation photovoltaïque : Fourniture et mise en œuvre d’une installation photovoltaïque sur la toiture plate du R+2 pour la production d’électricité ;
- Jeu d’eau : Fourniture et mise en œuvre d’un jeu d’eau alimenté à l’eau de ville dans le jardin de la crèche afin que les enfants puissent arroser le potager et se rafraîchir en été ;
- Étagère à jeux : Fourniture et mise en œuvre de deux étagères dans le jardin pour rangement des jouets pour l’extérieur (vélos, trottinettes, etc.) ;
- Pas japonais : Fourniture et mise en œuvre de pas japonais en béton préfabriqué dans le jardin de la crèche pour assurer l’accès aux étagères à jeux ;
- Engazonnement par semis : Fourniture et mise en œuvre des semis pour l’engazonnement du jardin de la crèche ;
- Chemin carrossable Neerstalle : Fourniture et mise en œuvre d’un revêtement de sol en

modules en PEBD 100% recyclés avec croisillons de portance pour l'aménagement de la servitude de passage depuis la chaussée de Neerstalle vers le jardin de la crèche (entretien du jardin, sortie de secours incendie), y compris sous-structure ;

Considérant que le montant estimé de ce marché (hors options) s'élève à 1.784.219,53 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 1.962.641,48 € HTVA ou 2.374.796,19 € TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit à l'article 9306/722-60/80 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2019 ;

Considérant que cette dépense sera financée à 49,11% par un subside de la Région de Bruxelles-capitale (BDU) inscrit à l'article des recettes 9306/995-52/80 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires », le solde sera financé par un emprunt à charge de la Commune ;

Considérant qu'une demande de subventionnement est en cours auprès de la COCOF pour financer une partie du solde à charge de la Commune ;

DECIDE :

(sous réserve d'approbation du budget 2019 par le Conseil communal et la tutelle)

De choisir la procédure ouverte comme mode de passation du marché de travaux ;

D'approuver le montant de l'estimation (1.910.091,78 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 2.101.100,96 € HTVA soit 2.542.332,15 € TVAC), le Cahier Spécial des Charges réf : Teinturerie – 2019 – T – 1 et l'Avis de Marché relatifs au marché de travaux « Réalisation du projet « crèche Teinturerie » – Construction d'une structure d'accueil de la petite enfance de 56 places » - ci-annexés ;

D'approuver les éléments mis en option pour un montant de 125.872,25 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 138.459,48 € HTVA soit 167.535,96 € TVAC ;

De soumettre l'Avis de Marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge ;

D'inscrire la dépense à l'article 9306/722-60/80 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2019 ;

De financer cette dépense à hauteur de 49,11% par un subside de la Région de Bruxelles-capitale (BDU) inscrit à l'article des recettes 9306/995-52/80 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » ;

De financer le solde par un emprunt à charge de la Commune ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Abdij – Project 'kinderdagverblijf Ververrij'

– Bouw van een kinderopvangstructuur met 56 plaatsen – Opdracht voor aanneming van werken (kenmerk Ververij – 2019 – T – 1) – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht – Bijzonder Bestek en Opdrachtaankondiging.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 om:

Het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij aan te nemen;

Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen ten laatste 31 oktober;

Zijn instemming te verlenen aan de financiële deelname van de Gemeente, deelname voor een bedrag van 1.078.074,90 € in aanvulling op de federale en gewestelijke subsidies;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 23 februari 2016 om:

Programmawijziging nr. 1 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 1 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 25 mei 2016 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Rudi Vervoort tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 oktober 2016 om:

Programmawijziging nr. 2 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 2 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 mei 2017 om:

Programmawijziging nr. 3 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 3 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 3 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 mei 2017, waarin beslist werd de opdracht van projectontwerper te gunnen aan K2A bvba, Waterlooosteenweg 255 te 1060 Sint-Gillis, voor een totaalbedrag aan erelonen van 230 000,00 euro excl. btw of 278 300,00 euro incl. btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 december 2017 tot goedkeuring van het voorontwerp voor het project ‘kinderdagverblijf Ververij’, voorgesteld door K2A bvba, en om de volgende fase te bestellen, namelijk de stedenbouwkundige vergunning;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 maart 2018 tot goedkeuring van het dossier van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning voor het project ‘kinderdagverblijf Ververij’, voorgesteld door K2A bvba, en om de volgende fase te bestellen, namelijk het aanbestedingsdossier;

Overwegende dat de stedenbouwkundige vergunning op 4 april 2018 ingediend werd bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat het ontvangstbewijs van het volledige dossier ontvangen werd op 6 juni 2018, dat het openbaar onderzoek van 26 juni t.e.m. 7 juli 2018 liep en dat de overlegcommissie op 11 september 2018 gehouden werd;

Overwegende dat het aanbestedingsdossier voltooid werd;

Overwegende dat de leden aanwezig op de Wijkcommissie van 26 juni 2018 een gunstig advies hebben uitgebracht over het voormelde dossier;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 4 september 2018 tot goedkeuring van de opdracht van werken “Project ‘kinderdagverblijf Ververij’ – Bouw van een kinderopvangstructuur met 56 plaatsen”, kenmerk DWCAbdij – T – 2018 – 2;

Gelet op de opdrachtaankondiging 2018-527624 verschenen op 24 september 2018 op nationaal niveau;

Overwegende dat er in het kader van deze raadpleging geen enkele aanvaardbare offerte werd ontvangen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 december 2018 tot niet-gunning van de opdracht van werken “Totstandbrenging van het project ‘kinderdagverblijf Ververij’ – Bouw van een kinderopvangstructuur met 56 plaatsen”;

Gelet op het schrijven van 21 december 2018 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van de bijkomende termijn van 6 maanden die de beëindiging van de uitvoeringstermijn voor deze operatie verdaagt tot 31 augustus 2019;

Overwegende dat de documenten van de opdracht van werken “Totstandbrenging van het project ‘Ververij’ – Bouw van een kinderopvangstructuur met 56 plaatsen” bewerkt werden;

Gelet op het Bijzonder Bestek met kenmerk Ververij – T – 2018 – 1 en de Opdrachtaankondiging met betrekking tot de opdracht van werken “Totstandbrenging van het project ‘Ververij’ – Bouw van een kinderopvangstructuur met 56 plaatsen”, opgenomen in bijlage;

Overwegende dat voorgesteld wordt te kiezen voor de openbare procedure als gunningswijze van de opdracht en de Opdrachtaankondiging te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad;

Overwegende dat de openingszitting van de offertes voorzien is op dinsdag 30 april 2019 om 11 uur;

Overwegende dat het bedrag van deze opdracht € 1.910.091,78 excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op € 2.101.100,96 excl. btw of € 2.542.332,15 incl. btw, bedraagt;

Overwegende dat voorgesteld wordt om elementen in optie te plaatsen voor een bedrag van € 125.872,25 excl. btw of € 152.305,42 incl. btw, namelijk:

- Patrijspoorten: Levering en plaatsing van patrijspoorten in de reling van het balkon van de eerste verdieping teneinde de kinderen in staat te stellen een zicht op de tuin te hebben;
- Vast binnenmeubilair: Levering en plaatsing van het vaste binnenmeubilair in meerdere lokalen van het kinderdagverblijf;
- Uitrustingen en meubilair professionele keukens: Levering en plaatsing van de uitrustingen en het meubilair in de keukens van het kinderdagverblijf;
- Schilderwerk: Schilderwerken op pleisterlagen en gipskartonplaten;
- Fotovoltaïsche installatie: Levering en plaatsing van een fotovoltaïsche installatie op het platte dak van R+2 voor elektriciteitsproductie;
- Waterpartij: Levering en plaatsing van een waterpartij, bevoorrad door stadswater, in de tuin van het kinderdagverblijf opdat de kinderen de moestuin water kunnen geven en zich tijdens de zomer kunnen verfrissen;
- Rek voor spelletjes: Levering en plaatsing van twee rekken in de tuin voor het opbergen van speelgoed om buiten mee te spelen (fietsen, steps, enz.);
- Stapstenen: Levering en plaatsing van stapstenen van prefabbeton in de tuin van het kinderdagverblijf om de toegang tot de rekken voor spelletjes te verzekeren;
- Inzaaien van gras: Levering en plaatsing van het zaaigoed voor het gras van de tuin van het kinderdagverblijf;
- Rijweg Neerstalle: Levering en plaatsing van een bodembedekking van modules uit 100% gerecycleerd LDPE met staven voor liftkracht voor de inrichting van de erf dienstbaarheid van overpad vanaf de Neerstalsesteenweg naar de tuin van het kinderdagverblijf (onderhoud van de tuin, branduitgang), met inbegrip van de onderstructuur;

Overwegende dat de raming van deze opdracht (opties uitgezonderd) € 1.784.219,53 excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op € 1.962.641,48 excl. btw of € 2.374.796,19 incl. btw, bedraagt;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt ingeschreven zal worden op artikel 9306/722-60/80 ‘Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering’ van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

Overwegende dat deze uitgave voor 49,11% gefinancierd zal worden door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO) ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/995-52/80 ‘Overboeking op het buitengewone subsidiefonds’, waarbij het saldo gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de Gemeente;

Overwegende dat er een subsidieaanvraag bij de Franse Gemeenschapscommissie hangende is om een gedeelte van het saldo ten laste van de Gemeente te financieren;

BESLIST:

(onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2019 door de Gemeenteraad en de toezichthoudende overheid)

Te kiezen voor de openbare procedure als gunningswijze van de opdracht voor aanneming van werken;

Goedkeuring te verlenen aan het bedrag van de raming (€ 1.910.091,78 excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op € 2.101.100,96 excl. btw of € 2.542.332,15 incl. btw), het Bijzonder Bestek met kenmerk Ververij – T – 2018 – 1 en de Opdrachtaankondiging met betrekking tot de opdracht van werken “Totstandbrenging van het project ‘Ververij’ – Bouw van een kinderopvangstructuur met 56 plaatsen”, opgenomen in bijlage;

Goedkeuring te verlenen aan de elementen die in optie werden geplaatst voor een bedrag van € 125.872,25 excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op € 138.459,48 excl. btw of € 167.535,96 incl. btw;

De Opdrachtaankondiging te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad;

De uitgave in te schrijven op artikel 9306/722-60/80 ‘Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering’ van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

Deze uitgave voor 49,11% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO), ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/995-52/80 ‘Overboeking op het buitengewone subsidiefonds’;

Het saldo te financieren door een lening ten laste van de Gemeente;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

23 annexes / 23 bijlagen

-
- 9 **Revitalisation des quartiers – Contrat de quartier durable Abbaye – Projet « Tracé de l’eau » – Réaménagement des abords de la gare de Forest-Est et la revitalisation de l’espace public sur l’axe « Rousseau – Vanpé – Saint-Denis – Dries – Eau » – Marché de travaux (réf. Tracé de l’eau – 2019 – T – 2) – Approbation des conditions et du mode de passation du marché – Cahier Spécial des Charges et Avis de Marché.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2014 :

D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour le 31 octobre au plus tard ;

De marquer son accord sur la participation financière de la Commune, participation s'élevant à 1.078.074,90 € en complément des subsides fédéraux et régionaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la décision du Conseil communal du 23 février 2016 :

D'approuver la modification de programme n°1 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°1 à l'approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 25 mai 2016 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°1 du CQD Abbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 octobre 2016 :

D'approuver la modification de programme n°2 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°2 à l'approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°2 du CQD Abbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 mai 2017 :

D'approuver la modification de programme n°3 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°3 à l'approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°3 du CQD Abbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures°;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 30 juin 2016 décidant d'attribuer le marché d'auteur de projet à Taktyk sprl / INFRA Services S.A.S, Boulevard du Midi 25-27 - 1000 Bruxelles, pour un montant total des honoraires de 125.000,00 euros hors T.V.A. ou 151.250,00 euros T.V.A. comprise ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 15 juin 2017, approuvant l'avant-projet pour le projet « Tracé de l'eau », proposé par Taktyk sprl / INFRA Services S.A.S et de commander la phase suivante, à savoir le permis d'urbanisme ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 6 juillet 2017, approuvant l'étude hydrologique réalisée dans le cadre du projet « Tracé de l'eau », proposé par Taktyk sprl / INFRA Services S.A.S ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 19 octobre 2017, approuvant le dossier de permis d'urbanisme pour le projet « Tracé de l'eau », proposé par Taktyk sprl / INFRA Services S.A.S et de commander la phase suivante, à savoir le dossier d'adjudication ;

Considérant que le permis d'urbanisme a été délivré en date du 26 avril 2018 par la région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le dossier d'adjudication a été finalisé ;

Considérant que les membres présents à la Commission de Quartier du 8 mai 2018 ont remis un avis favorable sur ledit dossier ;

Vu la décision du Conseil Communal du 4 septembre 2018, approuvant le marché de travaux « Réalisation du projet « Tracé de l'eau » – Réaménagement des abords de la gare de Forest-Est et la revitalisation de l'espace public sur l'axe « Rousseau – Vanpé – Saint-Denis – Dries – Eau » », réf. CQDAbbaye – T – 2018 – 1 ;

Vu l'avis de marché 2018-527259 paru le 20 septembre 2018 au niveau national ;

Considérant que dans le cadre de cette consultation aucune offre acceptable n'a été réceptionnée ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 20 décembre 2018, de ne pas attribuer le marché travaux : « Réalisation du projet « Tracé de l'eau » – Réaménagement des abords de la gare de Forest-Est et la revitalisation de l'espace public sur l'axe « Rousseau – Vanpé – Saint-Denis – Dries – Eau » » ;

Vu le courrier du 21 décembre 2018 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant le délai complémentaire de 6 mois qui porte la fin du délai d'exécution pour cette opération au 31 août 2019 ;

Considérant que les documents du marché de travaux « Réalisation du projet « Tracé de l'eau » – Réaménagement des abords de la gare de Forest-Est et la revitalisation de l'espace public sur l'axe « Rousseau – Vanpé – Saint-Denis – Dries – Eau » » ont été retravaillés ;

Considérant le Cahier Spécial des Charges réf : Tracé de l'eau – 2019 – T – 2 , et l'Avis de Marché relatifs au marché de travaux « Réalisation du projet « Tracé de l'eau » – Réaménagement des abords de la gare de Forest-Est et la revitalisation de l'espace public sur l'axe « Rousseau – Vanpé – Saint-

Denis – Dries – Eau »» ci-annexés ;

Considérant qu'il est proposé de choisir la procédure ouverte comme mode de passation du marché et de soumettre l'Avis de Marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge ;

Considérant que la séance d'ouverture des offres est prévue le mardi 16 avril 2019 à 11h ;

Considérant que ce marché est divisé en tranches, à savoir :

- Tranche ferme : Tranche de marché 1 : Tracé de l'eau (estimé à : 1.063.702,65 € hors TVA) ;
- Tranche conditionnelle : Tranche de marché 2 : Cheminement rue de Liège (estimé à : 467.548,52 € hors TVA) ;
- Tranche conditionnelle : Tranche de marché 3 : Escalier rue de Barcelone (estimé à : 40.000,00 € hors TVA) ;

Considérant que la conclusion du marché porte sur l'ensemble du marché mais n'engage le pouvoir adjudicateur que pour les tranches fermes ;

Considérant qu'en fonction des disponibilités budgétaires du pouvoir adjudicateur, condition liée directement au montant des offres des soumissionnaires du présent marché, le pouvoir adjudicateur décidera d'attribuer ou non les tranches conditionnelles ;

Considérant que les réaménagements prévus en tranches conditionnelles (cheminement rue de Liège et escalier rue de Barcelone) pourraient, le cas échéant, être réalisés dans le cadre d'autres projets de la commune de Forest (parc des deux rives, aménagement du site « parking Barcelone », etc.) ;

Considérant que le montant total du marché s'élève à 1.571.251,17 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 1.728.376,29 € HTVA soit 2.091.335,31 € TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrite à l'article 9306/731-60/80 « Travaux de voiries en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2019 ;

Considérant que cette dépense sera financée à 77,32% par un subside de la Région de Bruxelles-capitale (BDU) inscrit à l'article des recettes 9306/995-52/80 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires », le solde sera financé par un emprunt à charge de la Commune ;

DECIDE :

(sous réserve d'approbation du budget 2019 par le Conseil communal et la tutelle)

De choisir la procédure ouverte comme mode de passation du marché de travaux ;

D'approuver le montant de l'estimation (1.571.251,17 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 1.728.376,29 € HTVA soit 2.091.335,31 € TVAC), le Cahier Spécial des Charges réf : Tracé de l'eau – 2019 – T – 2 et l'Avis de Marché relatifs au marché de travaux « Réalisation du projet « Tracé de l'eau » – Réaménagement des abords de la gare de Forest-Est et la revitalisation de l'espace public sur l'axe « Rousseau – Vanpé – Saint-Denis – Dries – Eau »» - ci-annexés ;

D'approuver la division du marché en tranches, à savoir :

- Tranche ferme : Tranche de marché 1 : Tracé de l'eau (estimé à : 1.063.702,65 € hors TVA) ;
- Tranche conditionnelle : Tranche de marché 2 : Cheminement rue de Liège (estimé à : 467.548,52 €

hors TVA) ;

- Tranche conditionnelle : Tranche de marché 3 : Escalier rue de Barcelone (estimé à : 40.000,00 € hors TVA) ;

De soumettre l'Avis de Marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge ;

De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 9306/731-60/80 « Travaux de voiries en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2019 ;

De financer cette dépense à hauteur de 77,32% par un subside de la Région de Bruxelles-capitale (BDU) inscrit à l'article des recettes 9306/995-52/80 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » ;

De financer le solde par un emprunt à charge de la Commune ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Abdij – Project 'Watertraject' – Heraanleg van de randen van het station Vorst-Oost en de heropleving van de openbare ruimte op de verkeersader 'Rousseau – Vanpé – Sint-Denijs – Dries – Water' (kenmerk Watertraject – 2019 – T – 2) – Opdracht voor werken – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht – Bijzonder Bestek en Opdrachtaankondiging.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 om:

Het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij aan te nemen;

Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen ten laatste 31 oktober;

Zijn instemming te verlenen aan de financiële deelname van de Gemeente, deelname voor een bedrag van 1.078.074,90 € in aanvulling op de federale en gewestelijke subsidies;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 23 februari 2016 om:

Programmawijziging nr. 1 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 1 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 25 mei 2016 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Rudi Vervoort tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 oktober 2016 om:

Programmawijziging nr. 2 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 2 ter goedkeuring voor te leggen aan de

Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 mei 2017 om:

Programmawijziging nr. 3 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 3 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 3 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 juni 2016, waarin beslist werd de opdracht van projectontwerper te gunnen aan Taktyk bvba / INFRA Services S.A.S., Zuidlaan 25-27 - 1000 Brussel voor een totaalbedrag aan erelonen van 125.000,00 euro excl. btw of 151.250,00 euro incl. btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 juni 2017 tot goedkeuring van het voorontwerp voor het project 'Watertraject', voorgesteld door Taktyk bvba / INFRA Services S.A.S., en om de volgende fase te bestellen, namelijk de stedenbouwkundige vergunning;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 juli 2017 tot goedkeuring van de hydrologische studie die werd uitgevoerd in het kader van het project 'Watertraject', uitgevoerd door Taktyk bvba / INFRA Services S.A.S.;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 oktober 2017 tot goedkeuring van het dossier van stedenbouwkundige vergunning voor het project 'Watertraject', voorgesteld door Taktyk bvba / INFRA Services S.A.S., en om de volgende fase te bestellen, namelijk het aanbestedingsdossier;

Overwegende dat de stedenbouwkundige vergunning door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest afgeleverd werd op 26 april 2018;

Overwegende dat het aanbestedingsdossier voltooid werd;

Overwegende dat de leden aanwezig op de Wijkcommissie van 8 mei 2018 een gunstig advies hebben uitgebracht over het voormelde dossier;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 4 september 2018 tot goedkeuring van de opdracht van werken ‘Uitvoering van het project ‘Watertraject’ – Heraanleg van de randen van het station Vorst-Oost en de heropleving van de openbare ruimte op de verkeersader ‘Rousseau – Vanpé – Sint-Denijs – Dries – Water’’, kenmerk DWCAbdij – T – 2018 – 1;

Gelet op de opdrachtaankondiging 2018-527259 verschenen op 20 september 2018 op nationaal niveau;

Overwegende dat er in het kader van deze raadpleging geen enkele aanvaardbare offerte werd ontvangen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 december 2018 tot niet-gunning van de opdracht van werken “Uitvoering van het project ‘Watertraject’ - Heraanleg van de randen van het station Vorst-Oost en de heropleving van de openbare ruimte op de verkeersader ‘Rousseau - Vanpé - Sint-Denijs - Dries - Water’”;

Gelet op het schrijven van 21 december 2018 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van de bijkomende termijn van 6 maanden die de beëindiging van de uitvoeringstermijn voor deze operatie verdaagt tot 31 augustus 2019;

Overwegende dat de documenten van de opdracht van werken “Uitvoering van het project ‘Watertraject’ - Heraanleg van de randen van het station Vorst-Oost en de heropleving van de openbare ruimte op de verkeersader ‘Rousseau - Vanpé - Sint-Denijs - Dries - Water’” bewerkt werden;

Gelet op het bijzonder bestek met kenmerk DWCAbdij – 2019 – T – 2 en de Opdrachtaankondiging met betrekking tot de opdracht voor werken “Uitvoering van het project ‘Watertraject’ – Heraanleg van de randen van het station Vorst-Oost en de heropleving van de openbare ruimte op de verkeersader ‘Rousseau – Vanpé – Sint-Denijs – Dries – Water’”, opgenomen in bijlage;

Overwegende dat voorgesteld wordt te kiezen voor de openbare procedure als gunningswijze van de opdracht en de Opdrachtaankondiging te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad;

Overwegende dat de openingszitting van de offertes voorzien is op 16 april 2019 om 11 uur;

Overwegende dat deze opdracht opgesplitst is in schijven, namelijk:

- Vaste schijf: Opdrachtschijf 1: Watertraject (geraamd op € 1.063.702,65 excl. btw);
- Voorwaardelijke schijf: Opdrachtschijf 2: Weg Luikstraat (geraamd op € 467.548,52 excl. btw);
- Voorwaardelijke schijf: Opdrachtschijf 3: Trap Barcelonastraat (geraamd op € 40.000,00 excl. btw);

Overwegende dat de opdracht in zijn geheel wordt gesloten, maar de aanbestedende overheid enkel voor de vaste schijven verbindt;

Overwegende dat de aanbestedende overheid op basis van zijn budgettaire beschikbaarheden, een voorwaarde die rechtstreeks verbonden is met het bedrag van de offerten van de inschrijvers van deze

opdracht, zal beslissen de voorwaardelijke schijven al dan niet te gunnen;

Overwegende dat de voorziene heraanleggingswerken van de voorwaardelijke schijven (weg Luikstraat en trap Barcelonastraat) in voorkomend geval uitgevoerd zouden kunnen worden in het kader van andere projecten van het gemeentebestuur van Vorst (Tweeoeverspark, heraanleg van de site 'Barcelona-parkeerterrein', enz.);

Overwegende dat het totaalbedrag van deze opdracht € 1.571.251,17 excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op € 1.728.376,29 excl. btw of € 2.091.335,31 incl. btw, bedraagt;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt ingeschreven zal worden op artikel 9306/731-60/80 'Wegenwerken in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

Overwegende dat deze uitgave voor 77,32% gefinancierd zal worden door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO) ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/995-52/80 'Overboeking op het buitengewone subsidiefonds', waarbij het saldo gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de Gemeente;

BESLIST:

(onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2019 door de Gemeenteraad en de toezichthoudende overheid)

Te kiezen voor de openbare procedure als gunningswijze van de opdracht voor aanneming van werken;

Goedkeuring te verlenen aan het bedrag van de raming (€ 1.571.251,17 excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op € 1.728.376,29 excl. btw of € 2.091.335,31 incl. btw), het Bijzonder Bestek met kenmerk: DWCAbdij – 2019 – T – 2 en de Opdrachtaankondiging met betrekking tot de opdracht voor werken "Uitvoering van het project 'Watertraject' – Heraanleg van de randen van het station Vorst-Oost en de heropleving van de openbare ruimte op de verkeersader 'Rousseau – Vanpé – Sint-Denijs – Dries – Water'", opgenomen in bijlage;

Goedkeuring te verlenen aan de opdeling van de opdracht in schijven, namelijk:

- Vaste schijf: Opdrachtschijf 1: Watertraject (geraamd op € 1.063.702,65 excl. btw);
- Voorwaardelijke schijf: Opdrachtschijf 2: Weg Luikstraat (geraamd op € 467.548,52 excl. btw);
- Voorwaardelijke schijf: Opdrachtschijf 3: Trap Barcelonastraat (geraamd op € 40.000,00 excl. btw);

De Opdrachtaankondiging te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad;

Deze uitgave te financieren door het krediet ingeschreven op artikel 9306/731-60 'Wegenwerken in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

Deze uitgave voor 77,32% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO), ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/995-52/80 'Overboeking op het buitengewone subsidiefonds';

Het saldo te financieren door een lening ten laste van de Gemeente;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichhoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

14 annexes / 14 bijlagen

PRÉVENTION SÉCURITÉ ET COHÉSION SOCIALE - PREVENTIE VEILIGHEID EN SOCIALE COHESIE

Coordinateur finance et logistique - Coördinator financiën en logistiek

10 Politique de la Ville – Avenant 1 à la convention cadre « Politique de la Ville 2018 » - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 à 132 de la Nouvelle Loi Communale relatifs aux compétences du Conseil communal et du Collège des Bourgmestre et Echevins et de ses modifications ultérieures ;

Vu qu'en date du 16 juillet 2015, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé une méthodologie sur la poursuite de la Politique de la Ville de 2016 à 2018 (phasing out) ;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 7 septembre 2017, de valider les nouvelles orientations de la Politique de la Ville et d'approuver les budgets octroyés aux communes pour l'année 2018;

Considérant qu'en ce qui concerne la programmation de phasing out 2016-2018, le montant octroyé aux sept communes bénéficiaires sera dégressif d'année en année soit 70%, 50% et 30% du montant alloué en 2015 (338.974,00 €) et que le montant de l'enveloppe octroyée à la Commune de Forest s'élève à 101.692,20 € pour l'exercice 2018;

Considérant que la convention cadre 2018 entre la Région de Bruxelles capitale et la Commune de Forest spécifie les dispositions générales qui s'appliquent à tous les promoteurs de projets ;

Considérant les amendements apportés dans la convention cadre, notamment la composition du comité de pilotage : Madame Henriques Marie qui remplace Monsieur Layach Karim et Monsieur Shongo Tshonda Augustin qui remplace Monsieur El Abid Hamadi, l'engagement d'une nouvelle animatrice par l'asbl Entraide & Culture, Madame Laura Vaillant qui remplace Madame Emilie Maidon et l'ajustement de subside pour le service environnement qui passe de 13.917,20 € à 15.117,00 €

Vu la réponse du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale marquant son accord pour la dérogation de prolongation des contrats à durée déterminée et le remplacement de Madame Emilie MAIDON ;

DECIDE,

D'approuver les termes de l'Avenant 1 à la convention cadre « Politique de la Ville 2018 » entre la Région de Bruxelles Capitale et la Commune de Forest ;

D'approuver les conventions types entre la Commune et les promoteurs des projets de la Politique de

la Ville : Entraide & Culture, CPAS Forest et Maison de quartier Saint Antoine telle que présentées en annexe ;

De donner mandat au Collège des Bourgmestres et Echevins de signer l'Avenant 1 à la convention cadre 2018 et les conventions particulières de partenariat conforme à la convention type avec les promoteurs de projet, dans le cadre de la mise en œuvre de leurs contrats 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Stadsbeleid – Aanhangsel 1 bij de raamovereenkomst « Stadsbeleid 2018 » - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117 tot 132 van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad en van het College van Burgemeester en Schepenen en latere wijzigingen;

Gelet op het feit dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 16 juli 2015 een methodologie voor de voortzetting van het Stadsbeleid van 2016 tot 2018 heeft goedgekeurd (phasing out);

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 7 september 2017 om de nieuwe oriëntaties van het Stadsbeleid geldig te verklaren en de budgetten toegekend aan de gemeenten voor 2018 goed te keuren;

Overwegende dat, voor wat betreft de programmering van phasing out 2016-2018, het bedrag toegekend aan de zeven begunstigde gemeenten van jaar tot jaar zal dalen, namelijk 70%, 50% en 30% van het in 2015 toegekende bedrag (€ 338.974,00) en dat het bedrag van de enveloppe toegekend voor het dienstjaar 2018 aan de Gemeente Vorst € 101.692,20 bedraagt;

Overwegende dat de raamovereenkomst 2018 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Vorst de algemene bepalingen verduidelijkt die van toepassing zijn op alle projectontwikkelaars;

Overwegende de amendementen aangebracht in de raamovereenkomst, ondermeer de samenstelling van het stuurcomité: mevrouw Henriques Marie vervangt de heer Layach Karim en de heer Shongo Tshonda Augustin vervangt de heer El Abid Hamadi, de aanwerving van een nieuwe animatrice door de vzw Entraide & Culture, mevrouw Laura Vaillant vervangt mevrouw Emilie Maidon en de subsidie-aanpassing voor de dienst leefmilieu die verhoogd wordt van 13.917.20 € naar 15.117,00 €;

Gelet op het antwoord van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin het zijn akkoord geeft voor de derogatie van verlenging van de contracten voor bepaalde duur en de vervanging van mevrouw Emilie MAIDON;

BESLIST,

De termen van Aanhangsel 1 bij de raamovereenkomst « Stadsbeleid 2018 » tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Vorst goed te keuren;

Goedkeuring te verlenen aan de standaardovereenkomsten tussen de Gemeente en de projectontwikkelaars van het Stadsbeleid: Entraide & Culture, OCMW Vorst en Buurthuis Sint-Antonius zoals voorgesteld in bijlage;

Het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om Aanhangsel 1 bij de raamovereenkomst

2018 en de bijzondere partnerschapsovereenkomsten te ondertekenen conform de standaardovereenkomst met de projectontwikkelaars in het kader van de uitvoering van hun contracten 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Taxes / Comptabilité - Facturation / Cultes - Belastingen / Boekhouding - Facturatie / Erediensten

11 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Denis - Budget 2018 - Report du 14/06/2018.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2018 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Denis, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	9.396,00 €	35.692,49 €	45.088,49 €
DEPENSES	44.088,49 €	1.000,00 €	45.088,49 €

BALANCE

Attendu toutefois que l'examen du budget donne lieu à l'observation suivante:

- L'article suivant doit être diminué puisqu'étant donné que l'administration communale de Forest prend en charge toutes les assurances de la Fabrique de l'Eglise Saint-Denis (patrimoine de la commune) :

Article 48 Assurance incendie : 0,00 € (au lieu de 750,00 €) ;

L'équilibre budgétaire est donc obtenu sans une intervention communale pour les frais ordinaires du culte ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2018 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Denis et de demander à la tutelle d'effectuer les changements nécessaires dans le budget 2018, afin que celui-ci reste en équilibre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van Sint-Denijs - Begroting 2018 - Uitstel van 14/06/2018.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2018 van de Kerkfabriek van Sint-Denijs, als volgt vastgesteld door de Bestuursraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	9.396,00 €	35.692,49 €	45.088,49 €
UITGAVEN	44.088,49 €	1.000,00 €	45.088,49 €

EVENWICHT

Overwegende dat het onderzoek van de begroting echter aanleiding geeft tot de volgende opmerking:

- Het volgende artikel moet verlaagd worden want het gemeentebestuur van Vorst neemt alle verzekeringen van de Kerkfabriek van Sint-Denijs (patrimonium van de gemeente) ten laste:

Artikel 48 Brandverzekering: 0,00 € (in plaats van 750,00 €);

Het begrotingsevenwicht wordt dus bekomen zonder gemeentelijke tussenkomst voor de gewone kosten van de eredienst;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2018 van de Kerkfabriek van Sint-Denijs en aan de toezichhoudende overheid te vragen om de vereiste wijzigingen aan te brengen in de begroting 2018, opdat deze in evenwicht blijft.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

12 Finances - Fabrique de l'Église Saint-Antoine de Padoue – Budget 2018 – Modification budgétaire.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu la modification budgétaire de l'exercice 2018 présentée par la Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue en séance du 3 juillet 2018, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	14.032,00 €	35.549,00 €	49.581,00 €
DEPENSES	10.935,00 €	38.646,00 €	49.581,00 €

EQUILIBRE

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de 12.832,36 € pour les frais ordinaires du culte et de **35.549,00 € au service extraordinaire (Article 25 - subsides extraordinaires de la commune)** ;

La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à 12.832,36 € x 58,85 % = 7.551,84 € au service ordinaire et **35.549,00 € x 58,85 % = 20.920,59 € au service extraordinaire** ;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation de la modification budgétaire de l'exercice 2018 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 33 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua – Begroting 2018 – Begrotingswijziging.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begrotingswijziging voor het dienstjaar 2018, voorgelegd door de Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua in zitting van 3 juli 2018, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	14.032,00 €	35.549,00 €	49.581,00 €
UITGAVEN	10.935,00 €	38.646,00 €	49.581,00 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van 12.832,36 € voor de gewone kosten van de eredienst en van **35.549,00 € op de buitengewone dienst (Artikel 25 – buitengewone subsidies van de gemeente)**;

Het deel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $12.832,36 \text{ €} \times 58,85\% = 7.551,84 \text{ €}$ op de gewone dienst en **$35.549,00 \text{ €} \times 58,85\% = 20.920,59 \text{ €}$ op de buitengewone dienst**;

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begrotingswijziging voor het dienstjaar 2018 van de Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 33 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

13 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue - Compte 2017.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 7 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2017 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	13.596,54 €	-	13.596,54 €
DEPENSES	12.744,38 €	-	12.744,38 €

EXCEDENT : 852,16 €

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2017 de la Fabrique de l'église Saint-Antoine de Padoue.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua - Rekening 2017.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 7 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2017 van de Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	13.596,54 €	-	13.596,54 €
UITGAVEN	12.744,38 €	-	12.744,38 €

OVERSCHOT : 852,16 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2017 van de Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

14 Finances - Fabrique de l'Église Saint-Antoine de Padoue – Budget 2019.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2019 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue, arrêté comme suit par le

Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	10.440,00 €	48.450,00 €	58.890,00 €
DEPENSES	14.390,00 €	44.500,00 €	58.890,00 €

EQUILIBRE

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de 9.140,00 € pour les frais ordinaires du culte. La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à $9.140,00 \text{ €} \times 58,85 \% = 5.378,89 \text{ €}$;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2019 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 33 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua - Begroting 2019.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2019 van de Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	10.440,00 €	48.450,00 €	58.890,00 €
UITGAVEN	14.390,00 €	44.500,00 €	58.890,00 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van 9.140,00 € voor de gewone kosten van de eredienst. Het deel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $9.140,00 \text{ €} \times 58,85 \% = 5.378,89 \text{ €}$;

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2019 van de Kerkfabriek

Sint-Antonius van Padua.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 33 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

15 **Finances – Fabrique de l’Eglise Anglicane unifiée - Budget 2019.**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d’églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l’ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2019 de la Fabrique de l’Eglise Anglicane unifiée, arrêté comme suit par le Conseil de la Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	172.300,00 €	15.325,99 €	187.625,99 €
DEPENSES	187.625,00 €	-	187.625,00 €

EXCEDENT : 0,99 €

Considérant que le budget 2019 de la Fabrique de l’Eglise Anglicane unifiée présente un excédent de 0,99 € sans intervention communale pour les frais ordinaires du culte ;

DECIDE :

D’émettre un avis favorable à l’approbation du budget 2019 de la Fabrique de l’Eglise Anglicane unifiée, sous réserve de modifications qui seraient éventuellement apportées par la Tutelle Régionale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse kerk - Begroting 2019.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2019 van de Kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse kerk, als volgt vastgesteld door de Kerkraad :

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	172.300,00 €	15.325,99 €	187.625,99 €
UITGAVEN	187.625,00 €	-	187.625,00 €

OVERSCHOT : 0,99 €

Overwegende dat de begroting 2019 van de Kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse kerk een overschot vertoont van 0,99 € zonder gemeentelijke tussenkomst voor de gewone kosten van de eredienst;

BESLIST :

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2019 van de Kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse kerk, onder voorbehoud van wijzigingen die eventueel door de Gewestelijke toezichthoudende overheid zouden worden aangebracht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

16 Tutelle CPAS – Budget 2018 – Modification budgétaire n°1.

LE CONSEIL,

Vu l'article 111 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu les décisions du Conseil de l'Action Sociale du CPAS en séance du 15 novembre 2018, adoptant la modification n°1 du budget 2018 du CPAS;

Considérant le solde nul de ces modifications et l'absence d'effet négatif sur la dotation communale au CPAS ;

DECIDE,

D'émettre un avis favorable à la délibération du Conseil du CPAS du 15 novembre 2018 adoptant la modification budgétaire n°1 du budget 2018 du CPAS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 21 votes positifs, 7 votes négatifs, 7 abstentions.

Non : Laurent Hacken, David Liberman, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe

Borcy, Valérie Michaux, Samir Ahrouch.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Mustapha Al Masude, Xavier Joseph Jean-Marie Jans.

Toezicht op het OCMW – Begroting 2018 – Begrotingswijziging nr. 1.

DE RAAD,

Gelet op artikel 111 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissingen van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 15 november 2018 tot goedkeuring van de wijziging nr. 1 aan de begroting 2018 van het OCMW;

Overwegende het nulsaldo van deze wijzigingen en het feit dat er geen enkel negatief effect is op de gemeentelijke dotatie aan het OCMW;

BESLIST,

Een gunstig advies uit te brengen voor de beraadslaging van de Raad van het OCMW van 15 november 2018 tot goedkeuring van de begrotingswijziging nr. 1 van de begroting 2018 van het OCMW.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 21 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen, 7 onthoudingen.

Nee : Laurent Hacken, David Liberman, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Samir Ahrouch.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Mustapha Al Masude, Xavier Joseph Jean-Marie Jans.

4 annexes / 4 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

- 17 **Marchés publics - 2018-S-067 – Bempt - Intervention urgente pour le remplacement des lampes du terrain n°2 - Application de l'article 249 de la nouvelle loi communale - Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA est inférieur au seuil de 30.000 €) ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 20 décembre 2018 faisant choix

de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2018-S-067 – Bempt - Intervention urgente pour le remplacement des lampes du terrain n°2 (art. 249)» ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE:

Art 1: De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 20 décembre 2018, décidant:

- de choisir la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2018-S-067 – Bempt - Intervention urgente pour le remplacement des lampes du terrain n°2 (art. 249)», Conformément à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services.
- de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible.
- de désigner la firme les Entreprises Wissem d'électricité, Rue de Stalle, 97 à 1180 Bruxelles, pour le montant d'offre de 3.363,90 € HTVA ou 4.070,32 € 21% TVAC;

Art 2: D'admettre la dépense de 4.070,32 € 21% TVA comprise et de l'inscrire à l'article de dépense 764/721-60/03 du service extraordinaire du budget 2018 lors de la prochaine modification budgétaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2018-S-067 – Bempt - Dringende interventie voor de vervanging van de lampen van terrein nr. 2 - Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag zonder BTW is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 20 december 2018 om te kiezen voor procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2018-S-067 – Bempt - Dringende interventie voor de vervanging van de lampen van terrein nr. 2 (art. 249)»;

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Art 1: Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 20 december 2018, waarin beslist werd om:

- te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2018-S-067 – Bempt - Dringende interventie voor de vervanging van de lampen van terrein nr. 2 (art. 249)» conform artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak;
- de firma Entreprises Wissem d'Electricité, Stallestraat 97 te 1180 Brussel aan te duiden, voor het offertebedrag van 3.363,90 € excl. BTW of 4.070,32 €, 21% BTW inbegrepen;

Art 2: In te stemmen met de uitgave van 4.070,32 €, 21% BTW inbegrepen, en ze tijdens de volgende begrotingswijziging in te schrijven op artikel van uitgave 764/721-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

18 **Marchés Publics - 2018-T02 - Aménagement du potager du Parc Trois Fontaines - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collègue des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché pour l'aménagement du potager du Parc des Trois Fontaines ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 décembre 2018 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2018-T02 - Aménagement du potager du Parc Trois Fontaines» le montant estimé s'élevant à 12.985,00 € hors TVA ou 15.711,85 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 766/734-60/29 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de le financer par un subside à 100% dans le cadre de l'Agenda 21 (article de recette 766/665-52/29);

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 décembre 2018 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2018-T02 - Aménagement du potager du Parc Trois Fontaines» le montant estimé s'élevant à 12.985,00 € hors

TVA ou 15.711,85 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 766/734-60/29 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de le financer par un subside à 100% dans le cadre de l'Agenda 21 (article de recette 766/665-52/29).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2018-T02 – Inrichting van de moestuin van het Park van de Drie Fonteinen - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, § 3 van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat er een opdracht moet worden afgesloten voor de inrichting van de moestuin van het Park van de Drie Fonteinen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 december 2018 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht '2018-T02 – Inrichting van de moestuin van het Park van de Drie Fonteinen', waarbij de raming € 12.985,00 excl. BTW of € 15.711,85 incl. 21% BTW bedraagt, ingeschreven op artikel 766/734-60/29 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018, en deze uitgave te financieren door een subsidie van 100% in het kader van de Agenda 21 (artikel van ontvangst 766/665-52/29);

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 december 2018 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht '2018-T02 – Inrichting van de moestuin van het Park van de Drie Fonteinen', waarbij de raming € 12.985,00 excl. BTW of € 15.711,85 incl. 21% BTW bedraagt, ingeschreven op artikel 766/734-60/29 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018, en deze uitgave te financieren door een subsidie van 100% in het kader van de Agenda 21 (artikel van ontvangst 766/665-52/29).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

19 **Marchés publics – 2018-T-043 - Eglise St-Augustin: Travaux de maintenance urgents – Revu du mode de financement – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 144.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu le cahier des charges N° 2018-T-043 relatif à ce marché établi par le service des Travaux et l'auteur de projet, ORIGIN Architecture & Engineering sc sprl, Rue des Chartreux 17 à 1000 Bruxelles;

Considérant que le montant total estimé de ce marché s'élève à 30.000,00 € hors TVA ou 36.300,00 €, 21% TVA comprise;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 4 octobre 2018 approuvant les conditions, le montant estimé, la procédure de passation (procédure négociée sans publication préalable) ainsi que le mode de financement (subside de la Direction Monuments et Sites de la Région de Bruxelles-Capitale à hauteur de 80% du montant des travaux) de ce marché;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 13 décembre revoyant sa décision du 4 octobre 2018 quand au mode de financement du marché « 2018-T-043 - Eglise St-Augustin: Travaux de maintenance urgents » ;

Considérant que le crédit permettant la dépense est inscrit à l'article 790/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 13 décembre 2018 :

- De revoir sa décision du 4 octobre quant au mode de financement.

- De financer la dépense par un emprunt à charge de la commune.

- D'inscrire la dépense à l'article 790/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

**Overheidsopdrachten – 2018-T-043 - St-Augustinuskerk: Dringende onderhoudswerken –
Herziening van de financieringswijze – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a (de goed te keuren uitgave excl. BTW is lager dan de drempel van € 144.000,00);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2018-T-043 met betrekking tot deze opdracht opgesteld door de dienst Werken en de projectontwerper, ORIGIN Architecture & Engineering cv bvba, Kartuizersstraat 17 te 1000 Brussel;

Overwegende dat de totale raming van deze opdracht 30.000,00 € excl. BTW of 36.300,00 €, 21% BTW inbegrepen bedraagt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 oktober 2018 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, de raming, de gunningsprocedure (onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking) alsook van de financieringswijze (subsidie van de Directie Monumenten en Landschappen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar rato van 80% van het bedrag van de werken) van deze opdracht;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 december tot herziening van zijn beslissing van 4 oktober 2018 wat betreft de financieringswijze van de opdracht "2018-T-043 - St-Augustinuskerk: Dringende onderhoudswerken";

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 790/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 13 december 2018 om:

- Zijn beslissing van 4 oktober wat betreft de financieringswijze te herzien.

- De uitgave te financieren door een lening ten laste van de gemeente.

- De uitgave in te schrijven op artikel 790/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

20 **Marchés publics - 2018-T-066 - Travaux urgents pour la toiture haute de l'école 11 B - Application de l'article 249 de la nouvelle loi communale. - Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA est inférieur au seuil de 30.000 €) ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 13 décembre 2018 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2018-T-066 - Travaux urgents pour la toiture haute de l'école 11 B» ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE:

Art 1: De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 13 décembre 2018, décidant:

- de choisir la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2018-T-066 - Travaux urgents pour la toiture haute de l'école 11 B», conformément à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services.

- de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible.

- de désigner la société SPRL SOLABEL, Rue Charles Jaumotte 33 à 1300 Limal, pour le montant d'offre de 122.323,70 € HTVA ou 129.663,12 € 6% TVAC ou 142.629,43 €, 6% TVA et révision des prix comprises;

Art 2: D'admettre la dépense de 142.629,43 € et de l'inscrire à l'article de dépense 7202/724-60/03 du service extraordinaire du budget 2018 lors de la prochaine modification budgétaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2018-T-066 – Dringende werken voor het hoge dak van school 11 B -

Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag zonder BTW is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 13 december 2018 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « 2018-T-066 – Dringende werken voor het hoge dak van school 11 B »;

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Art 1: Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 13 december 2018, waarin beslist werd om:

- te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « 2018-T-066 – Dringende werken voor het hoge dak van school 11 B » conform artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak;
- de firma SPRL SOLABEL, Rue Charles Jaumotte 33 te 1300 Limal aan te duiden, voor het gecontroleerde offertebedrag van 122.323,70 € excl. BTW, 129.663,12 €, 6% BTW inbegrepen of 142.629,43 €, 6% BTW en prijsherziening inbegrepen;

Art 2: In te stemmen met de uitgave van 142.629,43 € en ze tijdens de volgende begrotingswijziging in te schrijven op artikel 7202/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

21 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de

marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché pour l'enlèvement des vieux monuments du cimetière de Forest;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 décembre 2018 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2018-T-015 - Enlèvement des vieux monuments du cimetière de Forest»; le montant estimé s'élevant à 16.528,93 € hors TVA ou 20.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 878/721-60/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de le financer par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché pour la rénovation, le remplacement et la réparation d'une descente d'eau pluviale au Hall sportif Van Volxem;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 décembre 2018 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2018-T-065 - Rénovation, remplacement et réparation d'une descente d'eau pluviale au Hall sportif Van Volxem» le montant estimé s'élevant à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00€, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 764/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de le financer par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché pour l'entretien et l'aménagement des aires de jeux communales;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 décembre 2018 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2018-T-061 - Entretien et aménagement des aires de jeux communales» le montant estimé s'élevant à 26.859,50 € hors TVA ou 32.500,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 761/721-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de le financer par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 décembre 2018 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2018-T-015 - Enlèvement des vieux monuments du cimetière de Forest»; le montant estimé s'élevant à 16.528,93 € hors TVA ou 20.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 878/721-60/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de le financer par un emprunt.
2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 décembre 2018 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2018-T-065 - Rénovation, remplacement et réparation d'une descente d'eau pluviale au Hall sportif Van

Volxem» le montant estimé s'élevant à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00€, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 764/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de le financer par un emprunt.

3. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 décembre 2018 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2018-T-061 - Entretien et aménagement des aires de jeux communales» le montant estimé s'élevant à 26.859,50 € hors TVA ou 32.500,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 761/721-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de le financer par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, § 3 van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat er een opdracht moet worden afgesloten voor de verwijdering van de oude grafzerken van het kerkhof van Vorst;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 13 december 2018 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2018-T-015 – Verwijdering van de oude grafzerken van het kerkhof van Vorst»; de raming bedraagt 16.528,93 € excl. BTW of 20.000,00 €, 21% BTW inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 878/721-60/11 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en wordt gefinancierd door een lening;

Overwegende dat er een opdracht moet worden afgesloten voor de renovatie, de vervanging en de herstelling van een regenwaterafvoerbuï in de Sporthal Van Volxem;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 13 december 2018 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2018-T-065 – Renovatie, vervanging en herstelling van een regenwaterafvoerbuï in de Sporthal Van Volxem»; de raming bedraagt 4.132,23 € excl. BTW of 5.000,00 €, 21% BTW inbegrepen, en is ingeschreven op

artikel 764/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en wordt gefinancierd door een lening;

Overwegende dat er een opdracht moet worden afgesloten voor het onderhoud en de inrichting van de gemeentelijke speelpleinen;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 20 december 2018 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2018-T-061 - Onderhoud en inrichting van de gemeentelijke speelpleinen»; de raming bedraagt 26.859,50 € excl. BTW of 32.500,00 €, 21% BTW inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 761/721-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en wordt gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van burgemeester en schepenen:

1. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 13 december 2018 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2018-T-015 – Verwijdering van de oude grafzerken van het kerkhof van Vorst»: de raming bedraagt 16.528,93 € excl. BTW of 20.000,00 €, 21% BTW inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 878/721-60/11 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en wordt gefinancierd door een lening.
2. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 13 december 2018 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2018-T-065 – Renovatie, vervanging en herstelling van een regenwaterafvoerbuïs in de Sporthal Van Volxem»; de raming bedraagt 4.132,23 € excl. BTW of 5.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 764/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en wordt gefinancierd door een lening.
3. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 20 december 2018 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2018-T-061 - Onderhoud en inrichting van de gemeentelijke speelpleinen»; de raming bedraagt 26.859,50 € excl. BTW of 32.500,00 €, 21% BTW inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 761/721-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en wordt gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

Instruction publique - Openbaar onderwijs

22 Instruction publique – Asbl M.A.R.G.E. – Approbation des comptes 2016-2017.

LE CONSEIL,

Vu la convention entre la Commune de Forest et l'asbl M.A.R.G.E., entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010 (C.C. 24/11/2009) ;

Vu l'article 3 de ladite convention qui stipule : « La Commune attribue à l'asbl, sous réserve de l'approbation de son budget annuel par le Conseil communal, un subside annuel de fonctionnement en numéraire de septante-cinq mille euros (75.000,00 €) indexé chaque année de 2% » ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'approbation des comptes de l'asbl ;

Vu le rapport du réviseur d'entreprise « B.S.T. sprl » du 08 novembre 2018 joint au dossier et se rapportant aux comptes 2016-2017 ;

Considérant qu'il ressort du rapport que « la comptabilité est tenue et les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique » ;

Considérant que les comptes de l'asbl tels qu'arrêtés au 31 décembre 2017 se présentent comme suit :

Dépenses : 109.814,63 €

Recettes : 82.806,06 €

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation des comptes 2016-2017 de l'asbl M.A.R.G.E., tels que joints au dossier.

Le point est reporté.

35 votants : 35 votes positifs.

Openbaar onderwijs – Vzw M.A.R.G.E. – Goedkeuring van de rekeningen 2016-2017.

DE RAAD,

Gelet op de overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw M.A.R.G.E., in werking getreden op 1 januari 2010 (G.R. 24/11/2009);

Gelet op artikel 3 van voormelde overeenkomst, dat het volgende bepaalt: « De Gemeente kent aan de vzw, onder voorbehoud van de goedkeuring van haar jaarlijkse begroting door de Gemeenteraad, een jaarlijkse werkingssubsidie toe voor een bedrag van vijfenzeventigduizend euro (75.000,00 €) dat elk jaar geïndexeerd wordt met 2% » ;

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de goedkeuring van de rekeningen van de vzw;

Gelet op het verslag van de bedrijfsrevisor « B.S.T. bvba » van 08 november 2018 toegevoegd aan het dossier en met betrekking tot de rekeningen 2016-2017 ;

Overwegende dat uit het verslag blijkt dat « de boekhouding bijgehouden wordt en de jaarrekeningen

opgesteld zijn conform de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn in België »;

Overwegende dat de rekeningen van de vzw zoals vastgesteld op 31 december 2017 er als volgt uitzien:

Uitgaven: 109.814,63 €

Ontvangsten: 82.806,06 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekeningen 2016-2017 van de vzw M.A.R.G.E., zoals toegevoegd aan het dossier.

Het punt wordt verdaagd.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

PRÉVENTION SÉCURITÉ ET COHÉSION SOCIALE - PREVENTIE VEILIGHEID EN SOCIALE COHESIE

Cohésion sociale / PIC / PGV - Sociale cohesie / PIS / GSB

23 Dispositif de Cohésion sociale – Renouvellement de la Convention annuelle de mise à disposition d’agents contractuels communaux à la Maison de Quartier Saint-Antoine – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu les dispositions de l’article 144bis de la Nouvelle Loi communale stipulant que « *les administrations communales peuvent pour la défense des intérêts communaux, mettre des travailleurs liés à elles par un contrat de travail à la disposition d’un CPAS, d’une société de logement social ou d’une association sans but lucratif. Pour bénéficier de la possibilité prévue à l’alinéa 1^{er}, l’organe d’administration de la société de logement social ou de l’association sans but lucratif doit compter au moins un membre désigné par le conseil communal.*

La mise de travailleurs à la disposition d’un utilisateur autorisé par l’alinéa 1^{er} est soumise aux conditions suivantes:

1° la mise à la disposition doit avoir une durée limitée et porter sur une mission qui a un rapport direct avec l’intérêt communal;

2° les conditions de travail ainsi que les rémunérations, y compris les indemnités et les avantages, du travailleur mis à la disposition ne peuvent être inférieures à celles dont il aurait bénéficié s’il avait été occupé chez son employeur; l’utilisateur est responsable, pendant la période pendant laquelle le travailleur est mis à sa disposition, des dispositions de la législation en matière de réglementation et de protection du travail applicables au lieu de travail au sens de l’article 19 de la loi du 24 juillet 1987 précitée;

3° les conditions et la durée de la mise à la disposition ainsi que la nature de la mission doivent être

constatées dans un écrit approuvé par le conseil communal et signé par l'employeur, l'utilisateur et le travailleur avant le début de la mise à la disposition;

4° la mise de travailleurs à la disposition d'un utilisateur visée à l'alinéa 1^{er} n'est autorisée que si l'utilisateur aurait pu lui-même engager le travailleur aux conditions dans lesquelles il a été engagé par l'administration communale." ;

Vu la convention de mise à disposition d'agents contractuels communaux à la Maison de Quartier Saint-Antoine approuvée par le Conseil communal en sa séance du 3 juillet 2018 ;

Considérant que les deux agents contractuels communaux équivalent temps plein affectés à la Maison des Femmes concernés sont : Madame **Maria-Asuncion Florez Lopez**, agent contractuel niveau D, née le 26 juillet 1965, domiciliée rue de Mérode 463 à 1190 Forest et Madame **Josée Muteteri**, agent contractuel niveau E, née au Congo (RDC) le 16 février 1958, domiciliée chaussée de Neerstalle, 388/228 à 1190 Forest ;

Considérant la nécessité de renouveler la convention de mise à disposition d'agents contractuels communaux pour la période du 1/01/2019 au 31/12/2019 ;

DECIDE,

D'approuver les conventions de mise à disposition renouvelées pour la période du 1/01/2019 au 31/12/2019 reprises en annexe ;

De donner mandat au Collège des Bourgmestre et échevins pour signer les conventions de mise à disposition.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Voorziening voor Sociale Cohesie – Hernieuwing van de jaarlijkse Overeenkomst van terbeschikkingstelling van gemeentelijke contractuele personeelsleden aan het Buurthuis Sint-Antonius – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de bepalingen van artikel 144bis van de Nieuwe Gemeentewet, die vastleggen dat: *“gemeentebesturen, ter behartiging van gemeentelijke belangen, werknemers die met hen met een arbeidsovereenkomst zijn verbonden ter beschikking [kunnen] stellen van een O.C.M.W., een sociale huisvestingsmaatschappij of een vereniging zonder winstoogmerk. Om de in het eerste lid bedoelde mogelijkheid te genieten moet het bestuursorgaan van de sociale huisvestingsmaatschappij of van de vereniging zonder winstoogmerk ten minste één lid tellen dat door de gemeenteraad is aangewezen. De terbeschikkingstelling van werknemers ten behoeve van gebruikers, toegelaten bij het eerste lid, is onderworpen aan volgende voorwaarden :*

1° de terbeschikkingstelling moet een beperkte tijd hebben en betrekking hebben op een opdracht die rechtstreeks verband houdt met een gemeentelijk belang;

2° de arbeidsvoorwaarden en het loon, met inbegrip van de vergoedingen en voordelen, van de terbeschikkinggestelde werknemer mogen niet lager liggen dan deze die hij zou genieten mocht hij bij zijn werkgever zijn tewerkgesteld; gedurende de periode waarin de werknemer ter beschikking van de gebruiker wordt gesteld is de gebruiker verantwoordelijk voor de toepassing van de bepalingen van

de wetgeving inzake de reglementering en de bescherming van de arbeid, die gelden op de plaats van het werk zoals bedoeld in artikel 19 van voornoemde wet van 24 juli 1987;

3° de voorwaarden en de duur van de terbeschikkingstelling evenals de aard van de opdracht moeten worden vastgesteld in een geschrift, goedgekeurd door de gemeenteraad en ondertekend door de werkgever, de gebruiker en de werknemer nog voor het begin van de terbeschikkingstelling;

4° de terbeschikkingstelling van werknemers ten behoeve van een gebruiker, toegelaten in het eerste lid, is maar mogelijk voor zover de gebruiker zelf de werknemer had kunnen aanwerven onder de voorwaarden waaronder hij is aangeworven door het gemeentebestuur” ;

Gelet op de overeenkomst van terbeschikkingstelling van gemeentelijke contractuele personeelsleden aan het Buurthuis Sint-Antonius goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 3 juli 2018;

Overwegende dat de twee betrokken voltijds equivalente gemeentelijke contractuele personeelsleden toegewezen aan het Vrouwenhuis de volgende zijn: mevrouw Maria-Asuncion Florez Lopez, contractueel personeelslid van niveau D, geboren op 26 juli 1965, gedomicilieerd de Mérodestraat 463 te 1190 Vorst en mevrouw Josée Muteteri, contractueel personeelslid van niveau E, geboren in Congo (DRC) op 16 februari 1958, gedomicilieerd Neerstalsesteenweg 388/228 te 1190 Vorst;

Overwegende de noodzaak om de overeenkomst van terbeschikkingstelling van gemeentelijke contractuele personeelsleden voor de periode van 1/01/2019 tot 31/12/2019 te hernieuwen;

BESLIST,

De hernieuwde overeenkomsten van terbeschikkingstelling voor de periode van 1/01/2019 tot 31/12/2019, opgenomen in bijlage, goed te keuren;

Het College van Burgemeester en Schepenen machtiging te verlenen om de overeenkomsten van terbeschikkingstelling te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

ORGANISATION - ORGANISATIE

Secrétariat - Secretariaat

24 Motion - Protection de l'environnement (motion introduite par le conseil communal)

Motion relative aux engagements locaux en matière de lutte contre les changements climatiques

Le Conseil Communal :

Considérant que le 2 décembre 2018, 70.000 personnes ont marché pour le climat dans les rues de Bruxelles et que le 17 janvier 2019, 12 500 élèves et étudiants ont également marché pour le climat, tous réclamant des politiques climatiques ambitieuses. Ces marches réunissant de très nombreux

citoyens, associations et également des personnalités politiques doivent nous faire réfléchir aux actions concrètes pouvant être menées, tant à l'échelle de notre Commune de Forest, qu'au niveau des autres niveaux de pouvoir, l'enjeu climatique devant s'appréhender dans sa globalité ;

Considérant l'objectif de limitation du réchauffement climatique nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5° fixé par l'accord de Paris du 12 décembre 2015 (COP21) ;

Considérant le rapport spécial du GIEC du mois d'octobre 2018 alertant la communauté internationale quant à l'insuffisance des mesures actuelles pour rencontrer les objectifs fixés dans l'accord de Paris, affirmant qu'il est essentiel de limiter le réchauffement à 1.5°C et que pour ce faire il faut des transformations radicales et rapides dans tous les domaines de notre société ;

Considérant que lors de la récente Cop24 de Katowice tous les pays signataires de l'Accord de Paris se sont accordés sur un « Rule Book » c'est à dire sur des règles assurant notamment la transparence, le contrôle et la bonne comptabilité des réductions des émissions de gaz à effet de serre des Etats et de leurs politiques d'adaptation aux changements climatiques. Qu'un nouvel appel a été lancé afin que chaque pays présente de nouveaux engagements de réduction d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 ;

Considérant l'urgence à agir en matière de lutte contre le dérèglement climatique ;

Considérant qu'en Région de Bruxelles-Capitale, les sources dominantes de CO₂ -de loin le principal gaz à effet de serre émis sur le territoire régional - sont le chauffage des bâtiments, qui occasionne plus des 2/3 des émissions directes de CO₂ (68%), et le transport qui compte pour 19% dans les émissions de CO₂ ;

Considérant que les investissements en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables ainsi que les décisions en matière d'une mobilité durable moins productrices de CO₂ peuvent contribuer à la fois à l'abaissement des coûts énergétiques, à une réduction de la surconsommation des ressources naturelles et de la précarité énergétique, à une diminution de la pollution de l'air qui affecte la santé des citoyens mais aussi à notre économie par la création d'emplois dans des filières plus durables ;

Considérant que chacun doit, à son échelle, adapter son comportement afin de limiter la quantité de déchet et être conscientisé aux enjeux climatiques et environnementaux ;

Considérant que le Plan National Energie-Climat 2030 (PNEC) adopté le 18 décembre dernier inscrit une trajectoire et des mesures compatibles avec les objectifs de réduction des gaz à effet de serre de 55% respectivement à l'horizon 2030 par rapport aux émissions de 1990 ;

Considérant qu'il faut absolument une dynamique concertée entre tous les niveaux de pouvoir mais aussi un soutien fort aux initiatives locales et que la Commune de Forest peut prendre des initiatives concrètes à son niveau ;

Demande au Gouvernement Fédéral de porter au niveau de la Concertation interfédérale belge les objectifs suivants :

Rejoindre la *Paris Proof Coalition* de 8 pays européens les plus ambitieux qui plaident pour une hausse immédiate des objectifs européens de réduction des gaz à effet de serre à l'horizon 2030 ;

1. Plaider au niveau européen pour porter les objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre à 55% à l'horizon 2030 par rapport aux émissions de 1990 comme cela a été voté en majorité en commission santé publique et environnement de la chambre ce mardi 18 décembre et ainsi rejoindre la « High Ambition Coalition » formée à Katowice et qui réunit les 30 pays qui souhaitent des plans climats plus ambitieux ;
2. Soutenir avec les Régions l'action des pouvoirs locaux en faveur de la lutte contre les changements climatiques afin qu'ils bénéficient plus directement et fortement des financements, qu'ils puissent s'inscrire plus fortement dans les réseaux de ville (ICLEI, Energycities, Compact of Mayors) avec une attention particulière pour les projets ayant pour objectif de réduire la facture énergétique des ménages.

Demande au Collège des Bourgmestre et Echevins que la Commune de Forest s'engage à prendre sa part dans la lutte contre le dérèglement climatique en mettant sur pied un « Plan Climat » visant à intervenir sur différents secteurs responsables des émissions des gaz à effet de serre et entre autres :

- Inscrire plus fortement l'administration dans la démarche régionale « Entreprise Ecodynamique » visant une éco-gestion, notamment en matière de gestion et prévention des déchets, d'utilisation rationnelle de l'énergie et du papier, de gestion de la mobilité des travailleurs...
- Concevoir une politique de la mobilité et du stationnement durables qui a pour objectif de diminuer la pression automobile, de limiter les déplacements automobiles à l'intérieur de la Commune et de favoriser les modes actifs ;
- Poursuivre le travail de diminution de la consommation énergétique et d'une meilleure performance énergétique des logements sociaux mais aussi de tous les espaces collectifs et administratifs ;
- Renforcer la politique en matière d'alimentation durable déjà entamée dans les écoles, maisons de repos et collectivités.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Motie - Bescherming van het leefmilieu (motie ingediend door de gemeenteraad)

Motie betreffende de lokale verbintenissen inzake de strijd tegen klimaatverandering

De Gemeenteraad:

Overwegende dat er op 2 december 2018 70.000 mensen in de straten van Brussel voor het klimaat hebben betoogd en dat er op 17 januari 2019 12.500 leerlingen en studenten tevens voor het klimaat hebben betoogd, waarbij allen een ambitieus klimaatbeleid eisten. Deze marsen, die tal van burgers, verenigingen en tevens politieke figuren bijeenbrachten, moeten ons doen nadenken over concrete acties die gesteld kunnen worden, zowel op het niveau van onze Gemeente Vorst als op de andere beleidsniveaus, aangezien de klimaatuitdaging in haar totaliteit moet worden opgevat;

Overwegende de doelstelling om de klimaatopwarming duidelijk onder de 2 °C te houden ten opzichte van de pre-industriële niveaus en de daden die uitgevoerd worden om de temperatuurstijging tot 1,5 °C te beperken, vastgelegd door het Akkoord van Parijs van 12 december 2015 (COP21);

Overwegende het bijzondere rapport van het IPCC van de maand oktober 2018, dat de internationale

gemeenschap waarschuwt voor het tekort aan huidige maatregelen om de in het Akkoord van Parijs vastgelegde doelstellingen te bereiken en dat verklaart dat het van cruciaal belang is de opwarming tot 1.5 °C te beperken en dat er daarom radicale en snelle veranderingen nodig zijn in alle domeinen van onze maatschappij;

Overwegende dat alle landen die het Akkoord van Parijs hebben ondertekend tijdens de recente COP24 van Katowice overeenstemming hebben bereikt over een “Rule Book”, d.w.z. over regels die o.m. de transparantie, controle en goede boekhouding van de broeikasgasuitstootbeperkingen van de Staten en hun beleid ter aanpassing aan de klimaatverandering garanderen; Dat er een nieuwe oproep werd gelanceerd opdat elk land tegen 2020 nieuwe verbintenissen voor de beperking van broeikasgasuitstoot voorlegt;

Overwegende de dringende noodzaak om actie te ondernemen inzake de strijd tegen de klimaatontregeling;

Overwegende dat in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de voornaamste bron van CO₂ – verreweg het voornaamste broeikasgas op het gewestelijke grondgebied – de verwarming van gebouwen, die voor meer dan 2/3 van de rechtstreekste Co₂-uitstoot zorgt (68%), en het vervoer, dat voor 19% van de Co₂-uitstoot zorgt, zijn;

Overwegende dat investeringen in energie-efficiëntie en hernieuwbare energieën alsook beslissingen gericht op een duurzame mobiliteit die minder CO₂ uitstoot kunnen bijdragen tot lagere energiekosten en minder overconsumptie van natuurlijke rijkdommen en een daling van de energiearmoede alsook tot een vermindering van de luchtvervuiling die de gezondheid van de burgers aantast, maar ook tot onze economie door werkgelegenheid te creëren in duurzamere sectoren;

Overwegende dat iedereen, op zijn schaal, zijn gedrag moet aanpassen teneinde zijn hoeveelheid afval te verminderen en zich bewust te worden van de klimaat- en milieu-uitdagingen;

Overwegende dat het Nationaal Energie-Klimaatplan 2030 (NEKP), dat op 18 december jl. werd aangenomen, een traject en maatregelen uitstippelt die verenigbaar zijn met de broeikasgasbeperking tegen 2030 van 55% in verhouding tot de uitstoot van 1990;

Overwegende dat er absoluut behoefte is aan een dynamiek in overleg tussen alle bestuursniveau maar ook een sterke ondersteuning van de lokale initiatieven en dat de Gemeente Vorst op haar niveau concrete initiatieven kan nemen;

Vraagt de Federale Gemeente de volgende doelstellingen op het niveau van het Belgisch Interfederaal Overleg naar voren te brengen:

Toetreden tot de *Paris Proof Coalition*, bestaande uit de 8 meest ambitieuze landen, die pleiten voor een onmiddellijke stijging van de Europese doelstellingen inzake klimaatgasbeperking tegen 2030;

1. Er op Europees niveau voor pleiten te streven naar de doelstellingen inzake broeikasgasuitstootvermindering tegen 2030 van 55% ten opzichte van de uitstoot van 1990, zoals op 18 december jl. in de Kamer bij meerderheid aangenomen in de Commissie Volksgezondheid en Leefmilieu, en zodoende toetreden tot de ‘High Ambition Coalitie’ die in

Katowice werd gevormd en waarin de 30 landen die ambitieuzere klimaatplannen wensen in verenigd zitten;

2. Samen met de Gewesten de actie van de lokale overheden voor de strijd tegen klimaatverandering ondersteunen opdat ze rechtstreeks en sterker genieten van de financieringen en zich nauwer kunnen inschrijven in de stadsnetwerken (ICLEI, Energy Cities, Compact of Mayors), met bijzondere aandacht voor projecten met als doelstelling de beperking van de energiefactuur van de gezinnen;

Vraagt het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Vorst zich ertoe te verbinden zijn bijdrage te leven in de strijd tegen de klimaatontregeling door een 'Klimaatplan' op punt te zetten dat ertoe strekt tussen te komen in verschillende sectoren die verantwoordelijk zijn voor de uitstoot van broeikasgassen en onder andere:

- Het bestuur nog sterker in te schrijven in de gewestelijke 'Ecodynamische Onderneming'-benadering die streeft naar ecobeheer, onder meer op het vlak van afvalbeheer en afvalpreventie, rationeel energie- en papierverbruik, het beheer van de verplaatsingen van de werkenden, ...;
- Een duurzaam mobiliteits- en parkeerbeleid uit te denken met als doelstelling de vermindering van de autodruk, de vermindering van de verplaatsingen met de auto binnen de Gemeente en de bevordering van de actieve verplaatsingswijzen;
- Het werk ter vermindering van het energieverbruik en voor een betere energieprestatie van de sociale woningen, maar ook van alle collectieve en administratieve ruimten voort te zetten;
- Het reeds aangevatte beleid inzake duurzame voeding in onze scholen, rusthuizen en collectieve voorzieningen te versterken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Madame Huytebroeck remarque que les membres de l'opposition de la législature précédente disaient qu'il s'agissait d'une matière régionale et se réjouit que l'opposition actuelle tienne compte de cette problématique.

Elle insiste sur l'importance du plan climatique qui devra concerner toutes les matières.

Elle rappelle l'implication de la Commune au point de vue climatique.

Monsieur Pierre-De Permentier remarque que cette motion donne un signal à la majorité et que tout le monde devra y travailler ensemble.

Monsieur Loewenstein signale que c'est un projet qui rassemble et demande un bon travail entre les chefs de groupes présents pour la mise en place du plan climatique.

Mevrouw Huytebroeck merkt op dat de leden van de oppositie van de voorgaande legislatuur zeiden dat het ging om een gewestelijke materie en is verheugd dat de huidige oppositie rekening houdt met deze problematiek.

Ze benadrukt het belang van het klimaatplan dat betrekking moet hebben op alle materies.

Ze herinnert aan de betrokkenheid van de Gemeente op klimaatgebied.

De heer Pierre-De Permentier merkt op dat deze motie een signaal geeft aan de meerderheid en dat iedereen hiervoor zal moeten samenwerken.

De heer Loewenstein wijst erop dat dit een verenigend project is en vraagt een goede samenwerking tussen de aanwezige fractieleiders voor de uitvoering van het klimaatplan.

2 annexes / 2 bijlagen

25 **Motion en vue de faire de Forest une commune qui bannit le racisme et les discriminations (motion introduite par le conseil communal)**

Forest : En lutte contre le racisme et les discriminations

Considérant que nous voulons souligner l'importance des valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'état de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités,

Considérant que l'article 30 de la déclaration universelle des droits de l'homme dispose clairement qu'aucune disposition de la déclaration «ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés»,

Considérant que le 18 décembre dernier, le Conseil communal a été émaillé d'un incident de nature raciste,

Considérant que plusieurs candidats de différents partis ont fait l'objet pendant la campagne d'attaques antisémites,

Considérant que de nombreuses victimes ont des difficultés à porter plainte à la police lors de tels actes,

Que plusieurs études qualitatives et quantitatives démontrent que la discrimination est encore bien réelle pour les Forestois.es ayant des racines dans l'immigration,

Que sur le marché d'emploi bruxellois, jusqu'à une entreprise sur trois favorise des candidats sur base de leurs apparences,

Que sur le marché locatif bruxellois, selon un testing réalisé à la demande de la ministre bruxelloise du logement et de l'environnement, jusqu'à 44% des candidats-locataires au nom à connotation nord-africaine sont discriminés,

Que la Région de Bruxelles-Capitale a voté le 16 novembre 2017 une ordonnance visant à lutter contre les discriminations en matière d'emploi,

Que cette ordonnance prévoit d'effectuer des tests de situation pour lutter contre la discrimination par les inspecteurs sociaux,

Que la Région attend d'avoir suffisamment de plaintes pour réaliser ces tests,

Que dans 9 cas sur 10, les victimes de discriminations ne déposent jamais plainte,

Qu'aux Pays-Bas, un réseau de guichets locaux a été créé pour baisser le seuil de dépôt de plainte pour les victimes de discriminations,

Qu'il existe une "Coalition européenne de villes contre le racisme" (ECCAR), un réseau d'échange des bonnes pratiques,

Que la Commune de Forest exprime son engagement pour les droits égaux, pour la lutte contre les discriminations et le racisme et pour le dialogue interculturel et la promotion de la tolérance, notamment via les associations qui sont présentes sur son territoire,

Que la Commune de Forest a adopté le 24 avril 2018 une motion de « Commune hospitalière »,

Le Conseil communal de Forest décide:

1. d'adhérer officiellement à la Coalition Européenne des Villes contre le racisme (ECCAR);
2. de mettre sur pied un groupe de travail, sous l'égide de l'Echevine compétente, avec les chef.fe.s de groupe de tous les partis représentés au Conseil communal, pour élaborer un plan de lutte contre le racisme et toutes les discriminations, qu'elles soient fondées sur la base de couleur de peau, origine, religion, genre, orientations sexuelles, handicap et état de fortune ;
3. que ses membres s'engagent, en toutes circonstances, à adopter un comportement exemplaire, à dénoncer toute remarque raciste, antisémite, islamophobe ou xénophobe dont il serait le témoin et à ne jamais inciter à la violence ;
4. de sensibiliser les travailleurs et les travailleuses, au sein de son administration, dans les organismes para-communaux et les associations subsidiées, à cette lutte et de rappeler la loi en cas d'infractions ;
5. de sensibiliser la population à la lutte contre le racisme et les discriminations notamment via les associations sur son territoire ainsi que les élèves en poursuivant et accentuant le travail de sensibilisation et de mémoire au sein des écoles forestoises ;
6. d'étudier dans le cadre de ce plan la possibilité de créer un guichet afin de faciliter le dépôt effectif de plainte par les Forestois.es victimes de racisme et de toute forme de discriminations afin de les orienter vers les services ou associations qui pourront les accompagner dans leurs

démarches pour faire respecter leurs droits ;

7. de veiller, au sein des commissariats de la zone Midi, à ce que l'accueil des victimes d'actes de racisme et de discrimination se fasse dans les meilleures conditions et que les dépôts de plainte soient bien complétés par les circonstances aggravantes de racisme ou de discrimination déterminées par la loi.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Motie om van Vorst een gemeente te maken die racisme en discriminatie bant (motie ingediend door de gemeenteraad)

Vorst: Ten strijde tegen racisme en discriminatie

Overwegende dat wij het belang willen benadrukken van de waarden eerbied voor de menselijke waardigheid, vrijheid, democratie, gelijkheid, de rechtstaat, alsook de eerbied voor de mensenrechten, met inbegrip van de rechten van diegenen die tot minderheden behoren;

Overwegende dat artikel 30 van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens duidelijk bepaalt dat geen enkele bepaling van de Verklaring zodanig zal mogen worden uitgelegd, "dat welke Staat, groep of persoon dan ook, daaraan enig recht kan ontlennen om iets te ondernemen of handelingen van welke aard ook te verrichten, die vernietiging van een van de rechten en vrijheden, in deze Verklaring genoemd, ten doel hebben";

Overwegende dat de Gemeenteraad op 18 december jl. ontsierd werd door een incident met een racistisch karakter;

Overwegende dat meerdere kandidaten van verschillende partijen tijdens de campagne het voorwerp hebben uitgemaakt van antisemitische aanvallen;

Overwegende dat veel slachtoffers bij dergelijke daden moeite hebben om klacht in te dienen bij de politie;

Dat verschillende kwantitatieve en kwalitatieve studies aantonen dat discriminatie nog steeds reëel is voor de Vorstenaren met migratieachtergrond;

Dat op de Brusselse arbeidsmarkt tot één onderneming op drie kandidaten bevordert op basis van hun uiterlijk;

Dat op de Brusselse huurmarkt, volgens een test uitgevoerd op vraag van de Brusselse minister van huisvesting en leefmilieu, tot 44% van de kandidaat-huurders met een naam met Noord-Afrikaanse connotatie gediscrimineerd wordt;

Dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 16 november 2017 een ordonnantie heeft aangenomen inzake het bestrijden van discriminatie op het vlak van tewerkstelling;

Dat deze ordonnantie de uitvoering van praktijktesten ter bestrijding van discriminatie door sociaal inspecteurs voorziet;

Dat het Gewest verwacht voldoende klachten te zullen ontvangen om deze tests uit te voeren;

Dat in 9 gevallen op 10 de slachtoffers van discriminatie geen klacht neerleggen;

Dat in Nederland een netwerk van plaatselijke loketten werd opgericht om de drempel om een klacht neer te leggen voor de slachtoffers van discriminatie te verlagen;

Dat er een 'Europese Coalitie van steden tegen racisme' (ECCAR), een netwerk voor de uitwisseling van de goede praktijken, bestaat;

Dat de Gemeente Vorst haar verbintenis voor gelijke rechten, voor de strijd tegen discriminatie en racisme en voor de interculturele dialoog en de bevordering van de verdraagzaamheid, inzonderheid via de verenigingen die op het grondgebied, tot uitdrukking brengt;

Dat de Gemeente Vorst op 24 april 2018 een motie voor een 'Gastvrije Gemeente' heeft aangenomen;

Beslist de Gemeenteraad van Vorst:

1. Officieel aan te sluiten bij de Europese Coalitie van Steden tegen Racisme (ECCAR);
2. Met de fractieleiders van alle partijen die in de Gemeenteraad vertegenwoordigd zijn een werkgroep, onder leiding van de bevoegde Schepen, te vormen om een plan ter bestrijding van racisme en van alle soorten discriminatie uit te werken, ongeacht of deze gebaseerd zijn op huidskleur, afkomst, godsdienst, gender, seksuele geaardheid, handicap of financiële situatie;
3. Dat haar leden zich ertoe verbinden in alle omstandigheden een voorbeeldig gedrag aan te nemen, iedere racistische, antisemitische, islamofobe of xenofobe opmerking waar hij getuige van is aan de kaak te stellen en nooit aan te zetten tot geweld;
4. De werkenden in onze besturen, in de paracommunale instellingen en in de gesubsidieerde verenigingen te sensibiliseren voor deze strijd en hun in geval van overtredingen te herinneren aan de wet;
5. De bevolking te sensibiliseren voor de strijd tegen racisme en discriminatie, onder meer via de verenigingen op haar grondgebied, alsook de leerlingen door het sensibiliserings- en herinneringswerk in de Vorstse scholen voort te zetten en versterken;
6. In het kader van dit plan de mogelijkheid te bestuderen van de oprichting van een loket om de drempel om effectief een klacht neer te leggen voor de Vorstenaren die slachtoffer zijn van racisme of enige vorm van discriminatie te verlagen en om ze door te verwijzen naar de diensten of verenigingen die hen kunnen begeleiden bij hun stappen om hun rechten te laten

eerbiedigen;

7. Er in de commissariaten van Zone Zuid op toe te zien dat de ontvangst van slachtoffers van daden van racisme en discriminatie in de beste omstandigheden gebeurt en dat klachtneerleggingen wel degelijk worden aangevuld door de bezwarende omstandigheden racisme en discriminatie, vastgelegd door de wet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Madame Klopłowicz remercie et rappelle l'acte de racisme qui a été posé lors du deuxième Conseil communal.

Madame Plovie signale que le travail contre le racisme sera poursuivi collectivement et qu'il sera suivi en collaboration avec l'échevine concernée.

Monsieur Loewenstein souligne que plusieurs personnes présentes dont lui-même ont été victimes d'actes de racisme. Il demande que les membres du Collège et du Conseil soient vigilants et conscients car les mandataires ont un impact sur les habitants.

Monsieur Pierre-De Permentier remarque qu'il faut prendre la motion dans le bon sens. Il appelle à l'exemplarité.

Il rappelle que le Conseil représente toutes les communautés. Au niveau des écoles ce serait un premier pas pour la tolérance.

Madame El Yousfi demande qu'on mène une lutte contre toute forme de racisme.

Madame El Hamidine prend la parole :

Merci pour le dépôt de cette motion qui est dans la continuité de ce que la commune de Forest a déjà initié. En voici quelques exemples :

Au niveau Handicaps

Un Groupe de travail Handicap de la Coordination Sociale du CPAS est né en novembre 2012 il est actuellement composé des structures suivantes : Commune de Forest : Service des Affaires Sociales (santé, pensions, handicap) et Égalité des droits, Coordination Sociale de Forest (CPAS), Bruxelles Pouvoirs Locaux, Maison de Vie le Val des Roses (CPAS), BRASS Centre Culturel de Forest, Pazhapa (HADEP), Altéo, Transition, APRE Services, Info Sourds, CMAP (centre médical d'audio phonologie), I See (déficience visuelle) et Inclusion. Son objectif Son objectif est de créer un projet commun donnant plus de visibilité et plus d'espace d'expression au handicap à Forest.

Ses actions principales :

-Handicaptive'moi (événement annuel de sensibilisation aux handicaps)

-Projection de courts-métrages sur le thème du handicap (événement annuel) à destination des écoles (primaires et secondaires) et des travailleurs du CPAS et de la Commune . Six séances ont vus le jour en 2018, subsidiées par Bruxelles Pouvoirs Locaux

-Travail quotidien (*Handstreaming*) de sensibilisation à l'accessibilité intégrale et à l'inclusion des personnes en situation de handicap : rencontre avec les responsables de services communaux, volonté de sensibiliser les commerces, les publics scolaires, les travailleurs du CPAS et de la Commune etc.

ENSUITE

Campagne « All Genders Welcome » :

La commune de Forest participe pour la troisième fois à la campagne « All Genders Welcome » en collaboration avec La RainbowHouse Brussels et la Région de Bruxelles-Capitale. Celle-ci comprend la création d'une image locale inclusive (ci jointe les versions 2017 et 2018) et une formation sur les thématiques LGBTQI+ (Lesbiennes, Gays, Bisexuel-le-s, Trans*, Queer, Intersexes, etc.) pour les membres du personnel ; il y en a d'ailleurs programmée ce mercredi 30 janvier 2019.

En ce qui concerne le Service Jeunesse aînés et intergénérationnel et Egalité des droits : Depuis trois ans, un ciné-club intergénérationnel est organisé avec différentes associations de terrains travaillant avec des publics jeunes et seniors des associations tels que (Miro Ldc, la Maison des Jeunes de Forest, Al Malak centre culturel, Bras Dessus Bras Dessous, Maison de Vie le Val des Roses) et ce afin de favoriser le lien entre les générations à travers le débat de sujets de société (la migration, le racisme, le genre, la guerre , etc). Depuis un an, le projet se développe dans les écoles avec notamment La Cime, école spécialisée qui, pendant le temps scolaire est venu voir deux films ayant trait aux relations Nord-Sud, à la migration et au racisme (« Samba » et « les Rayures du zèbres »).

Aussi ; plusieurs pavé de la mémoire ont été placés par l'association de la mémoire de la Shoa devant les maisons dans lesquelles vivaient des victimes du génocide Nazi et ce en présence des enfants des écoles.

Et pour terminer ;

Plan diversité :

La commune développe en son sein un « Plan Diversité » visant à lutter contre toutes les formes de discriminations via des mesures concrètes au sein même de l'administration et vis-à-vis de la population. La commission d'accompagnement de ce plan vient d'être désignée (décembre 2018).

Au nom du collègue je peux vous dire que nous allons continuer à travailler pour une commune qui lutte contre le racisme et les discriminations. Je me réjouis de travailler avec vous dans le groupe de travail qui va être mis sur pied.

Mevrouw Klopłowicz dankt en herinnert aan de daad van racisme die gesteld werd tijdens de tweede Gemeenteraad.

Mevrouw Plovie wijst erop dat het werk tegen racisme collectief zal worden verdergezet en dat het opgevolgd zal worden in samenwerking met de betrokken schepen.

De heer Loewenstein benadrukt dat meerdere aanwezige personen, waaronder hijzelf, slachtoffer

zijn geweest van daden van racisme. Hij vraagt dat de leden van het College en van de Raad waakzaam en bewust zouden zijn want de mandatarissen hebben een impact op de bewoners.

De heer Pierre-De Permentier merkt op dat de motie in de juiste zin moet worden genomen.

Hij roept op tot voorbeeldigheid.

Hij herinnert eraan dat de Raad alle gemeenschappen vertegenwoordigt.

Voor de scholen zou dit een eerste stap zijn naar tolerantie toe.

Mevrouw El Yousfi vraagt dat er strijd gevoerd wordt tegen elke vorm van racisme.

Mevrouw El Hamidine neemt het woord:

Dank voor het indienen van deze motie die in het verlengde ligt van wat de gemeente Vorst reeds heeft opgestart. Enkele voorbeelden:

Op het vlak van Handicaps

Een Werkgroep Handicap van de Sociale Coördinatie van het OCMW is ontstaan in november 2012; deze is momenteel samengesteld uit de volgende structuren: Gemeente Vorst: Dienst Sociale Zaken (gezondheid, pensioenen, handicap) en Gelijkheid van rechten, Sociale Coördinatie van Vorst (OCMW), Brussel Plaatselijke Besturen, Levenshuis Val des Roses (OCMW), BRASS Cultureel Centrum van Vorst, Pazhapa (HADEP), Altéo, Transition, APRE Services, Info Sourds, CMAP (Medisch Centrum voor Audio-Fonologie), I See (visuele beperking) en Inclusion. De doelstelling ervan is een gemeenschappelijk project op te zetten dat meer visibiliteit geeft en meer uitdrukkingsruimte aan handicaps in Vorst.

De voornaamste acties ervan:

-Boeiende Handicaps (jaarlijks evenement voor de sensibilisering voor handicaps)

-Projectie van kortfilms rond het thema handicaps (jaarlijks evenement) bestemd voor de scholen (lager en middelbaar) en voor de werknemers van het OCMW en van de Gemeente. In 2018 werden er zes sessies gehouden, gesubsidieerd door Brussel Plaatselijke Besturen.

-Dagelijks sensibiliseringswerk (*Handistreaming*) voor volledige toegankelijkheid en insluiting van de personen met een handicap: ontmoeting met de verantwoordelijken van de gemeentediensten, wens om de handelszaken, het schoolpubliek, de werknemers van het OCMW en van de Gemeente enz. te sensibiliseren.

VERVOLGENS

Campagne “All Genders Welcome”:

Voor de derde keer neemt de gemeente Vorst deel aan de campagne “All Genders Welcome” in samenwerking met het RainbowHouse Brussels en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Deze omvat de creatie van een lokaal inclusief imago (hierbij de versies 2017 en 2018) en een vorming over de thematieken LGBTQI+ (Lesbiennes, Gays, Biseksuelen, Transpersonen*, Queers, Interseksuelen, enz.) voor de personeelsleden; er is overigens een vorming geprogrammeerd op woensdag 30 januari 2019.

Wat betreft de Dienst Jeugd, ouderen en het intergenerationele en Gelijkheid van rechten:

Sinds drie jaar wordt er een intergenerationele filmclub georganiseerd met verschillende

verenigingen op het terrein die werken met jongeren en senioren. Het betreft verenigingen als Miro Ldc, het Jeugdhuis van Vorst, Al Malak cultureel centrum, Bras Dessus Bras Dessous, Levenshuis Val des Roses en dit om de banden tussen de generaties te bevorderen doorheen debatten over maatschappelijke thema's (migratie, racisme, geslacht, oorlog, enz). Sinds een jaar wordt het project ontwikkeld in de scholen met ondermeer La Cime, gespecialiseerde school die, tijdens de schooluren twee films is komen bekijken die gaan over de relaties Noord-Zuid, migratie en racisme ("Samba" en "Les Rayures du Zèbre").

Ook werden er meerdere struikelstenen geplaatst door de "Association pour la Mémoire de la Shoah" vóór de huizen waarin slachtoffers van de Nazi genocide woonden en dit in aanwezigheid van de kinderen van de scholen.

En om af te sluiten;

Diversiteitsplan:

De gemeente ontwikkelt intern een "Diversiteitsplan" dat gericht is op de bestrijding van elke vorm van discriminatie via concrete maatregelen binnen het bestuur zelf en ten aanzien van de bevolking. De begeleidingscommissie van dit plan werd onlangs aangesteld (december 2018).

In naam van het college kan ik u zeggen dat wij zullen blijven werken voor een gemeente die racisme en discriminatie bestrijdt. Ik verheug me erop om met u samen te werken in de werkgroep die gaat worden opgezet.

2 annexes / 2 bijlagen

Valérie Michaux quitte la séance / verlaat de zitting.

26 **La situation du Marché du samedi Place Saint-Denis (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal)**

Forest, le 2 janvier 19

Interpellation au Collège communal concernant la situation du Marché du samedi Place Saint-Denis

Monsieur le Bourgmestre,

Je voulais faire le point sur la situation du marché « historique » de notre commune, puisque c'est le plus ancien qui existe d'après nos aînés, à savoir le marché du samedi matin Place Saint-Denis. Ce marché a depuis toujours eu des maraîchers de grande qualité chaque samedi, et, foi d'un utilisateur hebdomadaire de celui-ci, il y a toujours eu pas mal de Forestois le fréquentant.

Force est de constater que la fréquentation est en baisse lente mais constante depuis quelques temps. De nombreux maraîchers et le responsable de la concession attribue cette diminution à la fermeture de la Place depuis la Chaussée de Bruxelles. Il est vrai que la diminution de la fréquentation a débuté à ce moment-là, mais est-il possible d'objectiver si cela en est la cause objective ?

De façon plus globale, que comptez-vous faire pour redorer l'image de ce marché qui permet pourtant

aux Forestois de se parler, se rencontrer, et qui donne de la vie au centre de notre commune ? Des campagnes de communication ? Penser à rouvrir la place le samedi ? Prévoir des actions de fidélisation ? Il y a en tout cas urgence, car certains pensent partir sur d'autres marchés, et on sait qu'une fois que cette dynamique est enclenchée, elle est difficilement rattrapable ! Il est urgent d'agir, en concertation bien sûr avec les maraîchers !

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken

Le Conseil approuve le projet de délibération.

De situatie van de Markt op zaterdag op het Sint-Denijsplein (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid)

Vorst, 2 januari 19

Interpellatie van het Schepencollege betreffende de Zaterdagmarkt op het Sint-Denijsplein

Geachte heer Burgemeester,

Graag zou ik weten hoe het ervoor staat met de 'historische' markt van onze gemeente, aangezien dit volgens onze ouderen de oudste is die bestaat, namelijk de zaterdagochtendmarkt op het Sint-Denijsplein. Deze markt telde iedere zaterdag altijd groentetelers van grote kwaliteit en – u kunt mij als wekelijkse bezoeker ervan geloven – niet weinig Vorstenaren bezochten deze markt.

We moeten echter vaststellen dat het bezoek sinds enige tijd een geleidelijke maar continue daling kent. Tal van verkopers alsook de concessieverantwoordelijke wijten deze vermindering aan het feit dat het Plein is afgesloten vanaf de Brusselsesteenweg. Het klopt dat het bezoek op dat moment is beginnen te dalen, maar is het mogelijk objectief vast te stellen dat dit de oorzaak is?

In algemenere zin: wat bent u van plan te doen om het imago van deze markt – die de Vorstenaren nochtans in staat stelt met elkaar te spreken en elkaar te ontmoeten en die het centrum van onze gemeente leven geeft – te verbeteren? Communicatiecampagnes? Het plein op zaterdag opnieuw openstellen? Klantenbindingsacties voorzien? Het is in ieder geval dringend, want sommigen overwegen het om naar andere markten te trekken, en u weet dat het moeilijk is deze dynamiek te stoppen wanneer ze eenmaal begonnen is! Er moet dringend iets worden ondernomen, en dit uiteraard in overleg met de groentetelers!

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Monsieur Hacken remarque que la fréquentation du marché hebdomadaire du samedi a diminué depuis la fermeture de la place Saint Denis.

Quelle solution est envisagée ?

Rouvrir la place Saint Denis le samedi ?

Il signale que plusieurs maraichers pensent partir vers d'autres marchés plus fréquentés.

Monsieur Tahri signale qu'une enquête de satisfaction a été réalisée auprès des riverains suite à la fermeture de la place.

Cette enquête bien que pas terminée, a montré la satisfaction des habitants car il y a moins de circulation et moins de bruit mais certains commerçants sont moins contents.

La place reste fermée et permet de mettre en place des activités diversifiées.

Une deuxième réunion est programmée cette semaine, ceci en vue de développer des nouvelles initiatives, de créer une nouvelle dynamique. Les idées seront partagées avec le concessionnaire.

Une campagne de communication est envisagée ainsi qu'un nouveau plan du marché.

L'accessibilité sera étudiée.

De heer Hacken merkt op dat het bezoek van de wekelijkse markt op zaterdag is afgenomen sinds de afsluiting van het Sint-Denijsplein.

Welke oplossing gaat overwogen worden?

Het Sint-Denijsplein op zaterdag weer openstellen?

Hij wijst erop dat meerdere marktkramers erover nadenken naar andere drukkerie markten te verhuizen.

De heer Tahri wijst erop dat er bij de buurtbewoners een tevredenheidsonderzoek werd gehouden volgend op de sluiting van het plein.

Hoewel dit onderzoek nog niet is afgerond, heeft het de tevredenheid van de bewoners aangetoond want er is minder verkeer en minder lawaai maar sommige handelaars zijn minder tevreden.

Het plein blijft gesloten en dit maakt het mogelijk om gediversifieerde activiteiten uit te werken.

Deze week staat er een tweede vergadering op het programma, dit met het oog op het ontwikkelen van nieuwe initiatieven, het creëren van een nieuwe dynamiek. De ideeën zullen worden gedeeld met de concessiehouder. Er wordt een communicatiecampagne overwogen alsook een nieuw marktplan.

De bereikbaarheid zal worden bestudeerd.

2 annexes / 2 bijlagen

Mustapha Al Masude quitte la séance / verlaat de zitting.

27 **L'implantation d'une piscine à Forest et le détail du projet (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal)**

Forest, le 2 janvier 19

Interpellation au Collège communal concernant l'implantation d'une piscine à Forest et le détail du projet

Monsieur le Bourgmestre,

Je voulais faire le point sur un autre enjeu principal de cette législature : la nécessité d'une piscine dans notre commune, vu la sur occupation des piscines des communes voisines qui les poussent à donner la

priorité à leurs citoyens et aux enfants de leurs propres écoles.

A notre grande surprise, après 12 ans d'inaction complète dans ce dossier, votre majorité a traité de cet enjeu en septembre dernier et a largement communiqué là-dessus. Soyons de bon compte, beaucoup de bruit pour rien : pas de localisation tranchée, pas de financement, on parlait d'une piscine olympique et le Bourgmestre sortant a directement coupé l'herbe sous le pied de cette idée, ... Du flou complet. Cela étant, lors des remises des mérites sportifs en novembre dernier, l'Echevin sortant en charge des Sports a tout de même éveillé notre curiosité en exprimant publiquement, et je le cite, que : « Tout est prêt pour qu'il y ait une piscine à Forest dans 3 ans, il n'y a plus pour la nouvelle majorité qu'à lancer le dossier ».

La bonne nouvelle est que comme finalement, la majorité n'a pour le moment pas changé, les Forestois peuvent s'attendre donc à ce que ce délai de 3 ans soit respecté !

Mon interpellation porte donc sur ce dossier qu'il n'y a plus qu'à lancer : je voudrais qu'il nous soit détaillé : Où cette piscine sera-t-elle construite ? Avec quel financement ? Sera-ce un PPP comme évoqué dans la presse ? Quelle sera la taille de la piscine finalement ? Ou bien rien de tout cela n'est fixé et donc on peut craindre que rien ne sera construit avant la fin de la législature ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken

Le Conseil approuve le projet de délibération.

De vestiging van een zwembad in Vorst en het detail van het project (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid)

Vorst, 2 januari 19

Interpellatie van het Schepencollege betreffende de vestiging van een zwembad in Vorst en de details van het project

Geachte heer Burgemeester,

Graag wou ik de stand van zaken kennen rond een andere belangrijke uitdaging voor deze legislatuur: de noodzaak van een zwembad in onze gemeente, gelet op de overbezetting van de zwembaden van de buurgemeenten die ze ertoe aanzet voorrang te verlenen aan hun eigen burgers en aan de kinderen van hun eigen scholen.

Tot onze grote verbazing heeft uw meerderheid, na 12 jaar helemaal niets te hebben ondernomen in dit dossier, deze uitdaging in september jl. behandeld en hier breeduit rond gecommuniceerd. Laat ons wel wezen, veel geblaat maar weinig wol: geen beslissing rond de plaats, geen financiering, er was sprake van een olympisch zwembad en de uitredende burgemeester heeft dit idee meteen ter zijde geschoven, ... Een complete vaagheid. Dit gezegd zijnde heeft de uitredende Schepen bevoegd voor sport tijdens de uitreiking van de sportverdiensten in november jl. onze nieuwsgierigheid gewekt door in het openbaar te verklaren – en ik citeer – “Alles is klaar opdat Vorst binnen de 3 jaar over een zwembad beschikt. Het enige wat de nieuwe meerderheid hoeft te doen, is het dossier op te starten.”

Het goede nieuws is dat, aangezien de meerderheid uiteindelijk voorlopig niet veranderd is, de Vorstenaren dus mogen verachten dat deze termijn van 3 jaar nageleefd zal worden!

Mijn interpellatie heeft dus betrekking op dit dossier dat alleen nog maar opgestart hoeft te worden. Ik zou graag meer details vernemen: Waar zal dit zwembad worden gebouwd? Met welke financiering? Zal het een PPP worden, zoals in de pers werd gemeld? Welke omvang zal het zwembad uiteindelijk hebben? Of ligt er niets van dat alles vast en moeten we dus vrezen dat er niets gebouwd zal worden voor het einde van de legislatuur?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Monsieur Quartassi explique que la première présentation du projet a eu lieu en 2008 auprès de la Région.

A ce moment, il a fallu le mettre en suspend par manque de budget régional. Ensuite, lors de la législature suivante, le dossier est retourné chez le Ministre.

Depuis il y a eu un accroissement de la population.

Le 31 mai 2018, une ordonnance « plan piscine » met de l'argent à la disposition des communes qui ne possèdent pas de piscine.

L'ambition de la Commune est une piscine plus grande avec des espaces verts et de délassément.

Le projet qui a été présenté le 06/09/18 a une possibilité d'être subsidié à 100 %.

Le dossier sera remis au Bureau d'Etudes qui aura en charge le développement du projet.

De heer Quartassi legt uit dat de eerste presentatie van het project in 2008 plaatsgevonden heeft bij het Gewest.

Op dat ogenblik moest het opgeschort worden bij gebrek aan gewestelijk budget. Vervolgens is het dossier, tijdens de volgende legislatuur, teruggekeerd bij de Minister.

Sindsdien is er een bevolkingstoename geweest.

Op 31 mei 2018 stelt een ordonnantie “zwembadplan” geld ter beschikking van de gemeenten die geen zwembad hebben.

De ambitie van de Gemeente is een groter zwembad met groene en recreatieruimten.

Het project dat werd voorgesteld op 06/09/18 heeft de mogelijkheid om voor 100 % gesubsidieerd te worden.

Het dossier zal worden overhandigd aan het Studiebureau dat belast zal zijn met de uitwerking van het project.

2 annexes / 2 bijlagen

Interpellation au Collège communal concernant l'avenir du site de la prison de Forest

Monsieur le Bourgmestre,

Je voulais faire le point sur un des enjeux principaux de cette législature : la réaffectation des prisons de Saint-Gilles, Berkendael et Forest. On sait que ces ensembles pénitentiaires vont fermer à l'horizon 2022 : il est plus qu'urgent déjà que la commune se positionne si elle veut avoir un mot à dire dans la réaffectation que décidera probablement la Région, puisque c'est elle qui va normalement racheter tout le site.

Que la Région achète ces espaces est évidemment positif, vu l'importance de ne pas réaménager n'importe comment ce site, mais il s'agira néanmoins de rester vigilant contre la volonté que l'on retrouve parfois chez certains décideurs régionaux de vouloir construire, construire, construire et encore construire des logements, essentiellement privés. Pour le cdH, il n'est pas envisageable de densifier outre mesure ce quartier qui est déjà très chargé. Quand je lis les études qui parlent de 1200 logements sur les trois sites, avec maximum 15% de logements publics, je crois rêver, alors que nous manquons cruellement de crèches, d'une école secondaire, d'espaces verts, d'équipements sportifs et culturels,...

Va-t-on laisser passer cette occasion unique de rattraper notre retard dans tous ces domaines ? Ce n'est pas demain que l'on disposera de plus de 10 hectares en un seul coup !

Monsieur le Bourgmestre, j'aimerais donc entendre la position du nouveau Collège dans ce dossier : avez-vous une position claire et tranchée sur le devenir de ce site ? Dans la presse, vous étiez plutôt très flou : « il ne faudra pas oublier les équipements collectifs et un espace vert, je contacterai le Bourgmestre de Saint-Gilles afin d'avoir une ligne de conduite commune ».

Est-ce que « ne pas oublier les équipements collectifs » signifie que vous êtes d'accord que ce site sera principalement affecté au logement ? Avez-vous, comme annoncé dans la presse, pris contact avec Saint-Gilles, est-ce qu'une position commune s'est dégagée ?

Encore une fois, il est urgent d'avoir une position claire, ambitieuse et qui réponde aux besoins des Forestois sur l'avenir de ce site.

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken

Le Conseil approuve le projet de délibération.

De toekomst van de site van de gevangenis van Vorst (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid)

Vorst, 2 januari 19

Interpellatie van het Schepencollege betreffende de toekomst van de site van de gevangenis van Vorst

Geachte heer Burgemeester,

Graag zou ik de stand van zaken kennen rond een van de voornaamste uitdagingen voor deze

legislatuur: de herbestemming van de gevangenissen van Vorst, Berkendael en Vorst. Het is bekend dat deze strafinstellingen tegen 2022 zullen sluiten. Het is meer dan dringend dat de gemeente haar standpunt bepaalt, als ze iets te zeggen wil hebben bij de herbestemming waar allicht door het Gewest over zal worden beslist, aangezien het het Gewest is dat heel de site normaliter zal overkopen.

Uiteraard is het positief dat het Gewest deze ruimten koopt, aangezien het belangrijk is deze site niet zomaar te laten herinrichten, maar we moeten waakzaam zijn voor de wens die sommige gewestelijke beslissingsnemers soms vertonen, namelijk woningen, woningen, woningen en nog eens woningen, vooral privéwoningen, bouwen. Voor het cdH is het uitgesloten deze wijk, die al zeer belast is, bovenmatig te verdichten. Wanneer ik studies lees die spreken van 1200 woningen op deze drie sites, met maximaal 15% openbare woningen, denk ik dat ik droom. Terwijl er een nijpend tekort aan kinderdagverblijven is, aan een middelbare school, aan groene ruimten, aan sport- en cultuurvoorzieningen, ...

Gaan we deze unieke kans om onze achterstand in al deze domeinen in te halen aan ons voorbij laten gaan? Het zal niet gauw meer gebeuren dat we in een klap over 10 hectare kunnen beschikken!

Mijnheer de Burgemeester, graag zou ik dus te weten komen wat het standpunt van het nieuwe College in dit dossier is: heeft u een duidelijk en vast standpunt over de toekomst van deze site? In de pers bleef u nogal erg vaag: “we mogen de collectieve voorzieningen en een groene ruimte niet vergeten; ik zal contact opnemen met de burgemeester van Sint-Gillis om een tot een gemeenschappelijke gedragslijn te komen.”

Betekent “de collectieve voorzieningen niet vergeten” dat u het ermee eens bent dat deze site voornamelijk voor huisvesting zal worden bestemd? Heeft u, zoals aangekondigd in de pers, contact opgenomen met Sint-Gillis? Bent u tot een gezamenlijk standpunt gekomen?

Nogmaals: we moeten over de toekomst van deze site dringend een duidelijk en ambitieus standpunt hebben dat beantwoordt aan de behoeften van de Vorstenaars.

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Monsieur Hacken signale que la région achèterait peut-être le site.

Monsieur Spapens prône la stratégie communale.

Il dit qu’il faut trouver une vision commune avec la Commune de Saint Gilles et qu’il faut éviter de surdimensionner le quartier.

Il note une volonté de développer des services aux citoyens.

Monsieur Mugabo insiste sur le fait que ce travail devra se faire avec les forestois.

Monsieur Hacken signale qu’un maximum de 15% des logements seraient des logements publics.

De heer Hacken meldt dat het Gewest de site misschien zou kopen.

De heer Spapens prijst de gemeentelijke strategie.

Hij zegt dat er een gemeenschappelijke visie moet worden gevonden met de Gemeente Sint-Gillis en dat vermeden moet worden om de wijk te groot te maken.

Hij ziet de wil om dienstverlening voor de burgers te ontwikkelen.

De heer Mugabo benadrukt het feit dat dit werk moet gebeuren met de Vorstenaren.

De heer Hacken wijst erop dat maximaal 15% van de woningen openbare huisvesting zou zijn.

2 annexes / 2 bijlagen

29 **La construction de 137 logements par le Foyer du Sud (à la demande de Madame Koplowicz, conseiller communal) (Complémentaire)**

Interpellation de Monsieur Mustapha AL MASUDE pour le PTB*PVDA sur la construction de 137 logements par le Foyer du Sud

Monsieur le Bourgmestre, Madame l'échevine du logement,

Nous avons appris par la presse l'acquisition de 137 logements par le Foyer du Sud. Il s'agit des bâtiments de la société de décoration intérieure Van Roy, situés entre l'avenue de la Verrerie et la chaussée de Neerstalle.

C'est en soi une très bonne nouvelle pour notre commune, où le logement social reste un défi de première importance.

Pour rappel, entre 2006 et aujourd'hui, le taux de logements sociaux dans la commune a baissé, passant de 5,6% à 5,1% du parc immobilier. C'est un des taux les plus faibles de la Région. Plus de 2000 familles sont en attente d'un logement social à Forest. Moi-même, cela fait plus de 10 ans que je suis sur liste d'attente.

En 12 ans, la réalisation concrète de nouveaux logements sociaux (au sens strict du terme) a été quasi nulle. Les chiffres de la Région sont clairs là-dessus. Par contre, les logements privés, dont de nombreux logements de standing, ont fleuri par centaines dans toute la commune.

En conséquence, les loyers ont augmenté à Forest bien plus vite que dans le reste de la Région. +50% en 12 ans.

Pour de plus en plus de Forestois.es, se loger est de plus en plus compliqué. Nombreux sont celles et ceux qui doivent même quitter la commune, faute de trouver un logement abordable.

C'est pourquoi, avec le PTB, nous voulons avoir des garanties claires sur le type de logements qui sera construit dans les nouvelles acquisitions du Foyer du Sud.

Pour augmenter l'offre en logements sociaux et pour faire pression à la baisse sur les loyers, nous préconisons la création de 100% de logements sociaux dans les nouvelles acquisitions du Foyer.

Monsieur le Bourgmestre, vous avez répété à plusieurs reprises pendant la campagne électorale que le logement social serait votre priorité, notamment pour les raisons expliquées ci-dessus.

Pouvez-vous donc nous donner des garanties claires que l'intégralité des logements construits sur le site Van Roy seront d'authentiques logements sociaux ?

Merci de votre réponse,

Mustapha Al Masude

Le Conseil approuve le projet de délibération.

De bouw van 137 woningen door de Zuiderhaard (op vraag van Mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Interpellatie van de heer Mustapha AL MASUDE voor PTB*PVDA aangaande de bouw van 137 woningen door de Zuiderhaard

Mijnheer de Burgemeester, mevrouw de Schepen van Huisvesting,

Via de pers hebben wij vernomen dat de Zuiderhaard 137 woningen heeft aangekocht. Het betreft de gebouwen van vennootschap voor interieurdecoratie Van Roy, gelegen tussen de Glasblazerijlaan en de Neerstalsesteenweg.

Op zich is dit zeer goed nieuws voor onze gemeente, waar huisvesting een uitdaging van de hoogste orde blijft.

Ter herinnering: tussen 2006 en vandaag daalde het percentage sociale woningen in de gemeente van 5,6% tot 5,1% van het gebouwenbestand. Dit is een van de laagste percentages van het Gewest. Meer dan 2000 gezinnen wachten in Vorst op een sociale woning. Zelf sta ik al meer dan 10 jaar op de wachtlijst.

In 12 jaar werden er nagenoeg geen nieuwe sociale woningen (in de strikte zin van het woord) concreet tot stand gebracht. De cijfers van het Gewest zijn hier duidelijk over. De privéwoningen, waarvan veel woningen met standing, zijn daarentegen in heel de gemeente met honderden uit de grond geschoten.

Bijgevolg is de huur in Vorst veel sneller gestegen dan in de rest van het Gewest. +50% in 12 jaar.

Voor steeds meer Vorstenaren vormt huisvesting een probleem. Veel van hen hebben zelfs de gemeente moeten verlaten bij gebrek aan betaalbare woning.

Daarom willen wij met de PVDA duidelijke garanties aangaande het soort woningen dat in de nieuw aangeschafte gebouwen van de Zuiderhaard zal worden gebouwd.

Om het aanbod aan sociale woningen te doen toenemen en om de huurprijzen naar beneden te drukken, dringen wij aan op de totstandbrenging van 100% sociale woningen in de nieuw aangekochte gebouwen van de Zuiderhaard.

Mijnheer de Burgemeester, gedurende de verkiezingscampagne heeft u herhaaldelijk gezegd dat sociale huisvesting uw prioriteit zal zijn, onder meer om bovenstaande redenen.

Kunt u ons dus duidelijke garanties bieden dat alle op de Van Roy-site gebouwde woningen echte sociale woningen zullen zijn?

Dank voor uw antwoord,

Mustapha Al Masude

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Monsieur De Beer signale qu'il y a une baisse du vrai logement social par rapport au privé.

Quel type de logement sera créé ?

Des logements strictement sociaux ou non ?

Madame De Ridder remarque que le projet augmente le nombre de logements accessibles à tous. Les anciens établissements Vanroy seront transformés en logements sociaux. D'autres logements seront créés sur le site de Diamond Boart, mais ceux-là seront gérés par le Foyer du Sud. Donc pour des réponses précises, le Foyer sera plus apte à répondre.

Monsieur De Beer déclare que son équipe suivra le dossier.

De heer De Beer meldt dat er een daling is van de echte sociale huisvesting ten opzichte van de private woningen.

Welk type huisvesting zal worden opgericht?

Puur sociale woningen of niet?

Mevrouw De Ridder merkt op dat het project het aantal voor iedereen toegankelijke woningen doet toenemen.

De voormalige "Établissements Van Roy" zullen worden verbouwd tot sociale woningen.

Andere woningen zullen worden gecreëerd op de site van Diamond Boart, maar die zullen worden beheerd door de Zuiderhaard.

Die zal dus beter in staat zijn om te antwoorden op specifieke vragen.

De heer De Beer verklaart dat zijn team het dossier zal opvolgen.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

30 Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation de l'avenant - Application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Information. (Ajouté en séance)

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant que dans le cadre du marché «2016-T-004 - Rénovation de sanitaires - Lot 1: Ecole 12, Avenue des Sept Bonniers 210», l'évacuation de l'égouttage doit intégralement être refaite au 1^{ère} étage et que le faux-plafond du rez-de-chaussée doit être enlevé et remplacé pour exécuter ces travaux ;

Vu l'état de la porte, du sol des maternelles au niv -1, le remplacement est obligatoire pour des raisons d'hygiène. Il est également apparu que le placement d'un cache pour les évacuations et les adductions d'eau est nécessaire pour la sécurité des enfants ;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 37,33% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 216.678,99 € hors TVA ou 229.679,73€, TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 31 décembre 2018 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2016-T-004 - Rénovation de sanitaires - Lot 1: Ecole 12, Avenue des Sept Bonniers 210» pour un montant total en plus de 36.546,10 € hors TVA ou 38.738,87 €, TVA comprise et inscrit à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 31 décembre 2018 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «- 2016-T-004 - Rénovation de sanitaires - Lot 1: Ecole 12, Avenue des Sept Bonniers 210» pour un montant total en plus de 36.546,10 € hors TVA ou 38.738,87 €, TVA comprise et inscrit à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van het aanhangsel - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 123,5° betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen

inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "2016-T-004 – Renovatie van sanitair – Perceel 1: School 12, Zevenbunderslaan 210" de afvoer van de riolering op de 1e verdieping integraal vernieuwd moet worden en dat het valse plafond op de benedenverdieping verwijderd en vervangen moet worden om deze werkzaamheden uit te voeren;

Gelet op de staat van de deur en van de vloer van de kleuterklassen op niv -1 is de vervanging verplicht omwille van hygiënische redenen. Tevens is gebleken dat voor de veiligheid van de kinderen de vervanging van een bekasting voor de waterafvoer- en watertoevoerleiding noodzakelijk is;

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 37,33% overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 216.678,99 € excl. BTW of 229.679,73 €, BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 31 december 2018 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht "2016-T-004 – Renovatie van sanitair – Perceel 1: School 12, Zevenbunderslaan 210" voor een totaal bijkomend bedrag van 36.546,10 € excl. BTW of 38.738,87€, BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van burgemeester en schepenen:

Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 31 december 2018 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht "2016-T-004 – Renovatie van sanitair – Perceel 1: School 12, Zevenbunderslaan 210" voor een totaal bijkomend bedrag van 36.546,10 € excl. BTW of 38.738,87 €, BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Communication faite par le Bourgmestre :

Prochains Conseils communaux :

30 janvier 2018 – Disciplinaire – Madame Flamang – Présence de Monsieur Uyttendaele.

26 février 2018 – Budget

27 février 2018 – Disciplinaire suite

Mededeling door de Burgemeester:

Volgende Gemeenteraden:

30 januari 2018 – Tucht dossier – Mevrouw Flamang – Aanwezigheid van de heer Uyttendaele.

26 februari 2018 – Begroting

27 februari 2018 – Vervolg tuchtdossier

Levée de la séance à 00:00
Opheffing van de zitting om 00:00

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,
Betty MOENS

Le Bourgmestre – Président,
De Burgemeester – Voorzitter,
Stéphane ROBERTI